



p.4

CHITOUR EXPOSE LES DÉFIS DE L'ALGÉRIE DANS LA DIVERSIFICATION DE SES SOURCES D'ÉNERGIE

GRÈVE DES ENSEIGNANTS ANNONCÉE POUR AUJOURD'HUI
Travailleurs en détresse, la crise sociale se profile à l'horizon p.3



©fateh guidoum / PPAgency

Le malaise social qui s'est installé, depuis quelques semaines, fait figure d'un vain échec de la gestion de la crise socio-économique par certaines institutions et entreprises qui devraient, désormais, faire face à la grogne qui monte. Prendre les mesures nécessaires pour protéger les travailleurs et gérer les retombées sociales et économiques de la crise sanitaire.



p.4

UN TAUX DE GASPILLAGE DE PRÈS DE 45%
La nécessité de mettre en œuvre une stratégie d'économie d'eau



BRAHIM MERAD, CHARGÉ DE MISSION À LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE
«Tous les besoins des zones d'ombre seront pris en charge» p.3

Chiffre du jour

Accidents de la route : 25 morts et 1.108 blessés au cours de la semaine écoulée

Belakhdar :

«La fidélité à nos aïeux exige la fidélité aux martyrs ainsi qu'aux oulémas»

La fidélité à nos glorieux aïeux implique impérativement la fidélité aux martyrs s'étant sacrifiés pour le pays ainsi qu'aux oulémas ayant préservé son identité, a affirmé lundi à Ain Defla, le Conseiller du président de la République chargé des associations religieuses, Aissa Belakhdar.

Justice

Des peines de 3 et 5 ans de prison ferme requises contre Amira Bouraoui dans deux affaires différentes

Le procureur de la République près le tribunal de Chéraga a requis, mardi, des peines de 3 et 5 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un (01) million de DA à l'encontre de l'activiste Amira Bouraoui impliquée dans deux affaires différentes.



Sétif

Les zones rurales connaissent un développement «réel»

Le Chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad a indiqué lundi depuis la commune d'Ain Azal (sud de Sétif) que les zones rurales du pays connaissent un processus «réel» de développement.

Hassan Kacimi à la radio :

«Le MAK agit à partir de la France»

La dangereuse conspiration ciblant l'Algérie, fomentée par le mouvement séparatiste MAK, qui été récemment déjouée, s'inscrit dans une recrudescence d'activités subversives, enregistrées depuis quelques semaines. visant la stabilité du pays.

Ce fait est confirmé par les aveux donnés aux services de sécurité par le dénommé H. Nouredine, ancien membre du mouvement subversif MAK, et portés à la connaissance de l'opinion publique à travers leur diffusion par la télévision algérienne. Les experts algériens en questions sécuritaires n'ont pas manqué de commenter ce fait.

Ainsi, après Ahmed Mizab qui est intervenue lundi à la Chaîne I de la radio algérienne, c'est au tour de Hassan Kacimi, de livrer son analyse sur les ondes de la Chaîne III dont il était, hier matin, l'invité de la rédaction.

«Nous avons assisté depuis quelques semaines à une recrudescence d'activités subversives sur le territoire national», a indiqué Hassan Kacimi, qui est expert des questions sécuritaires migratoires et du Sahel.

«Cela est l'œuvre de certains groupuscules d'obédience séparatiste, radicale et extrémiste», a-t-il précisé citant au passage les activités «dans l'ombre du MAK» qui a pour ambition de réunir un certain nombre d'armes, dans le but, ajoute-t-il, de «constituer des groupes armés et pourquoi pas des maquis au niveau de quelques localités du pays». L'expert des questions sécuritaires a montré comment ce groupuscule a évolué vers la revendication séparatiste. Il ajoute que si on doit analyser ce phénomène dans son ensemble, on peut facilement remarquer qu'il y a aussi bien au Moyen-Orient qu'au Maghreb, un véritable plan de morcellement et d'atomisation des Etats, particulièrement les grands pays qui disposent de matières premières et des richesses et qui sont sur un «agenda», une feuille de route de déstabilisation.

Il note que l'Algérie est dans l'œil du cyclone et est ciblée par plusieurs activités subversives. Il rappelle qu'il y a des menaces environnantes et que l'Algérie est entourée d'une ceinture de feu, sur le plan régional et dans la zone sahélo-maghrébine, avec un risque majeur d'embrasement dans certaines parties du pays, si on ne parvient pas à maîtriser



Hassan Kacimi a évoqué également l'activisme de Rachad, qui est, a-t-il dit, une organisation terroriste avec des ramifications internationales. (Photo:DR)

et à dominer la multitude de menaces qui nous entourent, selon lui. Il fait référence aux aveux de l'ancien membre du MAK. A propos de l'évolution du Hirak, il note des tentatives de récu-

pération qui sont perceptibles sur le terrain, avec un ensemble de slogans séditionnels qui circulent et des affiches qui cherchent à mettre en place un climat de tension. Il estime qu'il faut tout

faire pour maintenir le Hirak dans son cadre pacifique pour pouvoir aller ensemble avec les institutions du pays vers des réformes profondes, vers le changement et vers l'amélioration de la situation et des conditions de vie des populations qui, dans la conjoncture actuelle se trouvent dans une situation plus ou moins fragile. A propos d'implications de parties étrangères, l'expert dit ne pas comprendre la duplicité de la France qui, d'un côté, souhaiterait qu'on aille vers une réconciliation des mémoires et d'un autre côté, accueille sur son territoire des personnages très dangereux qui sont en train d'activer pour installer la subversion en Algérie.

Le MAK est une organisation qui est en train d'installer la violence en Kabylie et qui doit être combattue par les moyens de droit pour protéger les populations contre cette nouvelle forme de violence. Il lance un appel aux autorités françaises pour que cessent les activités subversives dirigées contre l'Algérie qui sont en train de se développer sur le territoire français, ce qui est inacceptable.

Hassan Kacimi évoque aussi l'alliance maroco-sioniste à l'ouest du pays, sur la base du processus de normalisation des relations avec l'entité sioniste. Il fait savoir qu'il y a des bases arrières au Maroc qui sont actives pour déstabiliser l'Algérie à l'aide de moyens logistiques impressionnants pour lancer des campagnes de dénigrement contre l'Algérie.

Il fait état, dans ce sens, d'opérations étrangères visant la déstabilisation de l'Algérie, ajou-

Situation au Tchad

L'appel de la confrérie Tidjania

La situation créée au Tchad par la mort du Président Idriss Déby Itno, décédé la semaine dernière des suites de blessures reçues alors qu'il commandait son armée dans des combats contre des attaques rebelles dans le Nord, préoccupe la communauté africaine inquiète des conséquences de l'instabilité dans ce pays. Les appels se sont multipliés à l'adresse des dirigeants tchadiens pour privilégier la voie du dialogue et de la réconciliation pour trouver une solution durable aux problèmes qui secouent le Tchad. Ainsi, le Califat général de la Tariqa (confrérie) Tidjania à Ain-Madhi (wilaya de Laghouat) a appelé les parties tchadiennes au calme et à la réconciliation entre les différentes composantes du peuple tchadien pour éviter au pays toute déstabilisation, après la mort du Président Idriss Déby Itno.

Le Califé général de la confrérie cheikh Ali Belarabi Tidjani a, dans un communiqué, exhorté toutes les parties et factions à «faire prévaloir la raison et à privilégier la voie de la paix et la réconciliation pour rassembler toutes les composantes de la société (tchadienne) afin d'éviter au pays la déstabilisation». Le Califé général de la Tariqa Tidjania a également invité les adeptes de la confrérie au Tchad à «œuvrer sérieusement pour la paix, la réconciliation et le resserrement des rangs, de concert avec l'ensemble des acteurs influents, religieux et civils». Il a en outre rendu hommage à la position de l'Algérie qui repose sur le respect strict du principe fondamental de l'Union africaine (UA) : le rejet de tout changement contraire à la Constitution. Le cheikh Belarabi a présenté ses condoléances à la famille du défunt Président et à l'ensemble du peuple tchadien tout en rappelant le rôle et les qualités de l'homme au service de son pays.

Le ministère algérien des Affaires étrangères avait déclaré, dans un communiqué rendu public dès mardi 20 avril, suivre avec une très grande préoccupation les événements en cours en République du Tchad. L'Algérie avait alors appelé «tous les fils du Tchad à faire preuve d'un sens de responsabilité et à privilégier le dialogue, seule issue à même de leur permettre de traverser les épreuves actuelles et de préserver la paix et la stabilité dans le pays», selon la même source. De même, l'Algérie a rappelé «son ferme attachement au principe cardinal de l'Union africaine (UA) lié au rejet des changements anticonstitutionnels». Pour rappel, le Président tchadien Idriss Déby Itno, au pouvoir depuis 30 ans, avait été annoncé vainqueur, la veille, de la présidentielle du 11 avril avec 79,31% des voix exprimées, dans un contexte tendu marqué par une incursion rebelle.

L. A.



REPÈRE

Covid-19

Baisse de l'âge des patients en réanimation et augmentation des malades en détresse respiratoire

Le nombre d'admissions hospitalières des patients atteints du Coronavirus continu d'augmenter, affirme le docteur Salim Benteldjoune, coordinateur du service Covid-19 au CHU de Constantine.

Intervenant, mardi, sur les ondes de la Chaîne III de la radio algérienne, celui-ci, précise que la particularité qui est notée ces derniers jours, c'est la circulation du virus chez les jeunes. «Avant, l'âge des personnes hospitalisées en infectieux tourne entre 70 et 90 ans, maintenant on est arrivé même à 33 ans», alerte-t-il. Pour la symptomatologie clinique, le docteur Benteldjoune, indique que les choses n'ont pas changés, mais le nombre de malades qui viennent en stade terminal, c'est-à-dire en détresse respiratoire, qui nécessite directement la réanimation est plus important actuellement.

Ce que que je demande à toute la population, c'est de revenir aux moyens de protection, dit-il. «Actuellement, le seul et unique moyen sûr pour briser la chaîne de contamination est l'observation des gestes barrières préconisés par les autorités publics et qui doivent être obligatoires», propose-t-il.

Agence

tant que les indicateurs sont, aujourd'hui, clairs au vu de ce qui se passe à nos frontières. Il a cité, à ce propos, les développements en cours dans l'espace maghrébin et africain entourant l'Algérie en termes de périls. Hassan Kacimi a évoqué l'activisme de Rachad, qui est, a-t-il dit, une organisation terroriste avec des ramifications internationales.

Lakhdar A.

Voir sur Internet www.lnr.dz.com

Grève des enseignants annoncée pour aujourd'hui

Travailleurs en détresse, la crise sociale se profile à l'horizon

Le malaise social qui s'est installé, depuis quelques semaines, fait figure d'un vain échec de la gestion de la crise socio-économique par certaines institutions et entreprises qui devraient, désormais, faire face à la grogne qui monte. Prendre les mesures nécessaires pour protéger les travailleurs et gérer les retombées sociales et économiques de la crise sanitaire.

Commencer à passer des promesses à la mise en œuvre des Plan d'action pour maîtriser les risques et rassurer les Algériens, lourdement touchés par la baisse ou la perte de revenus, chute du pouvoir d'achat et la dégradation de leur qualité de vie. Après la décrite des mouvements de protestations durant les mois précédents, des travailleurs en détresse retrouvent le chemin de la grève.

BRÈVE

Tribunal de Sidi M'hamed

Chetouane Mohamed placé dans un centre spécialisé dans la protection des enfants

La juge des mineurs près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a ordonné le placement du mineur Chetouane Mohamed Arezki Said dans un centre spécialisé dans la protection des enfants, et ce après avoir constaté chez ce dernier «des comportements contraires aux mesures prises auparavant en sa faveur», a indiqué un communiqué du procureur de la République près la même juridiction. «En application des dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale et pour éclairer l'opinion publique sur l'évolution de l'affaire du mineur Chetouane Mohamed Arezki Said, le parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed tient à préciser qu'en parallèle aux poursuites judiciaires engagées contre les prévenus majeurs impliqués dans l'exploitation et l'instrumentalisation du mineur susnommé, il a été procédé en date du 05/04/2021 à l'ouverture d'un dossier relatif à l'enfant mineur, exposé à un danger moral, devant la juge des mineurs qui avait décidé pour l'intérêt de l'enfant, de le remettre à sa mère en tant que mesure de protection prévue par la loi, notamment la loi sur la protection de l'enfance, en ordonnant à sa mère de prendre toutes les mesures nécessaires à sa prise en charge et de veiller à son éducation», lit-on dans le communiqué. En dépit de cette mesure, ajoute la même source, «il a été constaté chez le mineur des comportements contraires aux mesures décidées en sa faveur par la juge des mineurs, et ce après avoir observé sa participation à des marches non autorisées en compagnie de personnes majeures et la poursuite de son exploitation et instrumentalisation». «Vu les réquisitions du parquet, Madame la juge des mineurs a procédé en date du 25/04/2021, au changement des mesures prises à l'encontre de l'enfant mineur en ordonnant son placement dans un centre spécialisé dans la protection des enfants», conclut la même source.

Agence



Les trois syndicats ont pointé la surcharge des programmes scolaires qui impacte la qualité de l'enseignement et qui mène à un échec de l'enfant. (Photo : D.R)

Après celle des postiers, la semaine dernière et des contrôleurs de commerce, les enseignants observent, aujourd'hui, une journée de protestation et organisent des sit-in devant les directions des wilayas. Ils parlent d'une grève qui sera prolongée à l'horizon scolaire sur plusieurs jours.

L'appel à la grève a été lancé par les «trois syndicats l'Union nationale des personnels de l'Education et de la formation (Unpef), le Conseil des lycées d'Algérie (Cla) et le Syndicat autonome des travailleurs de l'Education et de la Formation (Satef)», hier, dans un communiqué adressé à tous les enseignants des trois paliers du secteur de l'éducation. Si leurs revendications ne seront pas prises en considération, la confédération menace de mener de nouveau «mouvements de protestation dans les jours à venir». Elle réclame l'«augmentation» au double du «point indiciaire» et la

révision du dossier d'indemnisation outre le droit à la retraite proportionnelle et la retraite sans condition d'âge en sus de l'application immédiate du décret 14/266 avec effet rétroactif». Les trois syndicats ont pointé, aussi, la surcharge des programmes scolaires qui impacte la qualité de l'enseignement et qui mène à un échec de l'enfant. Ils appellent au remaniement des «programmes scolaires et l'amélioration de la formation et les conditions de scolarisation en sus de la réduction du volume horaire pour tous les cycles tout en exemptant l'enseignant du primaire des missions non pédagogiques».

Il semblerait que les professionnels du secteur de l'éducation sont déterminés à mener à bout leur action de protestation afin d'obtenir des réponses de leur hiérarchie, et ce, malgré les dernières mesures prises par le ministère de la tutelle à l'encontre des en-

seignants-grévistes. Ils considèrent la grève commune comme ultime moyen de pression pour faire réagir les pouvoirs publics. Le plus utile serait d'agir vite pour arrêter la contestation sociale et éviter le déclenchement d'autres mouvements. Difficiles à contenir. Pour rappel, depuis une semaine, les appels à la grève augmentent. Les postiers, les agents de la Protection civile, les contrôleurs de Commerce et des travailleurs de plusieurs entreprises économiques ont observé des journées de grève, qui ne sont pas sans le moindre coût, bien au contraire, elles causent de grosses pertes sèches aux caisses de l'Etat, muet jusqu'alors.

Suffoqués par la crise financière et la dégradation des conditions de travail, les fonctionnaires et employés des différents secteurs d'activité et d'administration menacent de mener de vastes mouvements de grève. La grogne sociale ne marque pas le moindre signe de ralentissement depuis un moment. La protestation pourrait se généraliser à d'autres secteurs sous la pression du Covid-19, de l'inflation, de la précarité et la contraction de l'activité économique. Aucun indice ne vient tempérer ce constat. Plusieurs secteurs productifs plongent dans la déprime. L'ensemble de l'économie nationale risque de devenir la première victime de la crise sanitaire et de la protestation sociale. Les grèves et les lock-out auront des répercussions directes sur l'économie et la société.

Samira Takharboucht

Brahim Merad, chargé de mission à la Présidence de la République :

«Tous les besoins des zones d'ombre seront pris en charge»

Le chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad a affirmé, avant-hier à Batna, que «tous les besoins et les lacunes recensés dans les zones d'ombre seront pris en charge tôt ou tard».

Supervisant la mise en service du réseau d'approvisionnement en eau potable au profit de la région de Draa Tekar et le centre de la commune de Guigba, M. Merad a déclaré devant les citoyens que «les régions recensées et enregistrées en tant que zones d'ombre seront financées pour concrétiser les opérations de prise en charge des besoins des citoyens».

En réponse aux préoccupations des citoyens, M. Merad a indiqué que «Batna est la 50^{ème} wilaya que nous visitons dans le pays et nous voulons à travers ces visites rassurer les citoyens que tous leurs besoins dans le cadre des zones d'ombre seront réalisés dans leurs moindres détails».

«Un grand effort a été consenti au profit du citoyen dans les villages et les campagnes dans plusieurs domaines et ce, afin de faire de ces larges espaces un en-

droit productif», a-t-il ajouté dans ce sens. Il a affirmé, en outre, que «le président de la République veut que chaque citoyen là où il se trouve dans les régions rurales, a le droit de vivre dignement avec les structures nécessaires et ce à travers l'égalité des chances entre ces zones et les grandes villes».

Au titre de sa visite dans la wilaya, M. Merad a supervisé la mise en service du réseau de raccordement au gaz naturel au profit de 600 familles, dans la commune de Rahbat. A la commune de Ras El Aioun, M. Merad a donné le coup d'envoi de l'opération d'exploitation de 5 bus de transport scolaire. Il convient de rappeler que M. Merad a effectué dimanche passé une visite de travail et d'inspection à la wilaya de Sétif lors de laquelle il a affirmé que les zones d'ombre constituaient un terrain riche et productif. A l'occasion, il a appelé les jeunes à être partie prenante dans le développement de ces zones en jouant leur rôle en matière de production dans divers domaines. «Les jeunes de ces régions ayant vécu des conditions

difficiles en se contentant de la consommation, peuvent désormais jouer leur rôle en matière de production dans divers domaines à l'image de l'agriculture, la femme au foyer, l'apiculture et d'autres et ce, dans le cadre de la politique adoptée par l'Etat en vue de soutenir et accompagner les différents secteurs», a-t-il ajouté.

Ceci permettra aux jeunes, poursuit-il, de devenir des créateurs d'emploi de manière graduelle, une tendance constatée au niveau des 49 wilayas visitées. Dans ce cadre, il a réitéré son appel en direction des jeunes de ces zones pour l'exploitation du potentiel disponible de ces régions et à réfléchir dans des projets adéquats avec leurs environnement dont l'investissement dans les plantes médicinales. A ce propos, il a fait savoir qu'une action est en cours avec le ministère des micro-entreprises pour la concrétisation de tels projets dans l'objectif de permettre à ces régions de devenir des créatrices de richesse et non pas de simples consommatrices».

Manel Z.

ÉCOLES NATIONALES

Pour répondre aux exigences des métiers de demain

Vers la création d'écoles nationales supérieures et d'instituts spécialisés

Le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à Alger sera renforcé par la création d'écoles nationales supérieures et d'instituts spécialisés répondant aux exigences des métiers de demain, a affirmé hier lundi le ministre du secteur, Abdelbaki Benziane. Dans une allocution prononcée à l'occasion de la célébration du 47^e anniversaire de la création de l'USTHB et l'inauguration de nombre de structures universitaires dans la capitale, le ministre a fait savoir que la wilaya d'Alger accueillera «deux nouvelles écoles nationales au niveau du pôle technologique de Sidi Abdallah ainsi que d'autres écoles, instituts spécialisés et établissements de recherche et économiques, l'objectif étant de mettre en place un pôle scientifique et technologique d'excellence». Ces infrastructures universitaires «devront assurer des formations répondant aux exigences des métiers de demain à l'ère du numérique et de l'innovation technologique», a ajouté le ministre, relevant qu'il s'agit de réaliser un développement économique au diapason des évolutions technologiques et la réalisation du développement durable. A cette occasion, M. Benziane a soutenu que l'inauguration d'un groupe de laboratoires de recherche au niveau de l'Ecole nationale Polytechnique (ENP) d'El Harrach, composé de 12 laboratoires de recherche, une plateforme technologique d'analyses physico-chimiques qui comprend 6 unités de recherche et une maison des sciences à l'Université Houari Boumediene des sciences et technologies, s'inscrit dans le cadre du «renforcement des capacités pédagogiques et de recherche de la wilaya d'Alger». Et de rappeler, par là même, que la wilaya d'Alger comptait 19 établissements universitaires, 12 écoles supérieures et deux Ecoles normales supérieures (ENS) accueillant 152.364 étudiants dans toutes les spécialités confondues encadrés par 9.453 professeurs de différents grades. Dans le souci de raccorder l'université à son environnement social et économique, le ministre a appelé les responsables des établissements éducatifs et de recherche de la wilaya d'Alger à «la conclusion de conventions avec les entreprises économiques et sociales publiques et privées en vue de la concrétisation de la coopération avec le partenaire économique nationale public et privé sous forme de véritables projets concrets, en sus d'œuvrer à la promotion de la créativité».

Djamila Sai

Forum UE-Afrique sur l'économie et l'investissement «vert»

Chitour expose les défis de l'Algérie dans la diversification de ses sources d'énergie

Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Ed-dine Chitour, a pris part, par visioconférence, au forum de haut niveau Union européenne-Afrique sur l'économie et l'investissement «vert», a indiqué lundi le ministère dans un communiqué.

Lors de cet événement organisé en coopération avec la Banque d'investissement européenne (BEI), M. Chitour a rappelé dans son intervention des «bouversements structurels, rapides et majeurs qui façonnent, aujourd'hui, la scène énergétique mondiale, et qui ont mis l'Algérie devant d'importants défis et enjeux», a rapporté le communiqué à propos de ce forum tenu vendredi.

Ces défis pour l'Algérie, poursuit-il, consistent en la diversification des sources d'énergie en vue de se libérer graduellement de sa dépendance aux hydrocarbures, la garantie de la sécurité énergétique pour les générations futures ainsi que le développement d'une économie diversifiée et fondée sur la transition énergétique.

M. Chitour a également rappelé les atouts de l'Algérie en termes de potentiels importants de ressources renouvelables, d'étendue géographique, d'infrastructures énergétiques et de capacités humaines. «L'Algérie poursuit son engagement à l'effort global de réduction des gaz à effet de serre, par une politique ambitieuse, de ce fait, elle a créé le mi-



■ Chitour : «Les niveaux actuels de financement pour l'adaptation en Afrique représentent tout au plus 3 milliards d'euros par an». (Photo : DR)

nistère de la Transition Énergétique et des Energies Renouvelables», a-t-il relevé. La feuille de route du ministère, explique M. Chitour, est basée sur le triptyque : nouveau modèle énergétique, développement d'envergure des énergies renouvelables et promotion de la sobriété et l'efficacité énergétique.

Le ministre est, par la suite, revenu sur la situation énergétique du continent africain, qu'il a qualifiée de paradoxale : d'une part, de fortes potentialités et d'autre part, une sous-utilisation de ces ressources et un accès encore limité à l'énergie.

Chitour a estimé que cela ouvre des possibilités «considérables» de coopération et d'investissements. Cependant, a fait observer le ministre, «les niveaux actuels de financement pour l'adaptation en Afrique représentent tout au plus 3 milliards d'euros par an, ce qui reste négligeable, compte tenu des besoins».

D'un autre côté, 48 pays

d'Afrique ont émis moins de 1 % des émissions mondiales de CO2 depuis 1751, a indiqué le ministre.

A ce jour, près de 1,4 billion de tonnes de CO2 ont été émises. Les pays industrialisés, du Nord, ont ainsi pollué pour environ 50% de la quantité totale de CO2 alors qu'ils ne représentent que 800 millions d'habitants. «L'Afrique, qui dépasse le milliard d'habitants, n'a pollué elle que pour 3%», a-t-il détaillé.

«Par conséquent, l'Afrique est en droit d'attendre, en théorie, un accompagnement pour qu'elle puisse mettre en œuvre, justement, avec entre autres l'aide de la BEI et du Fond vert, son modèle de développement qui lui permettra de lutter d'une façon durable contre les changements climatiques dont elle est la première bénéficiaire en terme d'impact, mais aussi de se mettre en phase avec les objectifs du développement du millénaire à savoir la durabilité, la sécurité et la

compétitivité», a argué le ministre. «Aussi, les conditions de bancabilité des projets de développement des énergies renouvelables en Afrique, ne devraient pas être similaires à ceux appliqués dans les pays du Nord, bien établis dans ce domaine», a-t-il estimé.

Il faut savoir que le Forum sur l'investissement vert réunit des spécialistes et des représentants politiques européens et africains, dans le but de promouvoir le débat et d'encourager les partenariats entre les deux continents. C'est un espace qui souhaite approfondir l'engagement envers les objectifs de l'ONU concernant le climat le développement durable, des domaines particulièrement décisifs dans le contexte actuel de reprise après la pandémie.

Il intervient après 30 jours de dialogue UE-Afrique sur la transition et l'investissement verts, qui ont débutés en mars et au long desquels se sont tenues 26 conférences virtuelles – les «Green Talks» –, organisées dans différents pays d'Afrique et de l'Union européenne, par les ambassades du Portugal, la BEI et d'autres partenaires. L'objectif central du forum est de démontrer que les modèles d'entreprises durables sont compétitifs et favorisent la création d'emplois et de richesse, tout en contribuant au développement durable et inclusif du continent africain et de l'Union européenne. Il contribue également à préparer le prochain Sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine.

Djamila Sai

PÊCHE

Thon rouge

La campagne de pêche 2021 lancée le 26 mai prochain

La nouvelle campagne nationale de pêche au thon rouge vivant sera lancée le 26 mai prochain et concernera un quota de 1.650 tonnes accordé à l'Algérie, a indiqué lundi le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques dans un communiqué. Selon le ministère, les Directions de wilayas de la pêche et des ressources halieutiques (DPRH) concernées par la campagne ont recensé 26 demandes d'autorisations de participation à la campagne de pêche au thon rouge de la part d'armateurs algériens spécialisés dans cette activité. «La campagne de cette année connaîtra, aussi, dans le cadre des facilitations administratives, la décentralisation de l'octroi des permis de pêche au thon rouge aux armateurs, directement au niveau des wilayas concernées», souligne la même source.

Une première inspection a été effectuée sur l'ensemble des navires concernés par la campagne de pêche au thon rouge pour s'assurer de la disponibilité des équipements techniques nécessaires et leur adéquation avec les critères internationaux de navigabilité convenus avec la Commission internationale pour la préservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT).

Elle sera suivie par d'autres inspections pour s'assurer de la conformité des navires et des équipages à la réglementation en vigueur, ajoute la même source. Par ailleurs, en perspective du lancement de la nouvelle campagne, dans le cadre du nouveau dispositif, le ministère a organisé lundi, soit un mois avant le démarrage de la campagne, une rencontre technique sur les derniers préparatifs avant la sortie en mer des thoniers algériens qui participent à cette campagne particulièrement marquée par les restrictions et contraintes au niveau national et régional imposées par la Covid-19.

A noter que la mise en place de la nouvelle stratégie de développement de la filière du thon rouge lancée par le secteur dans le cadre du programme 2020-2024 s'articule autour de trois axes principaux : la professionnalisation et l'amélioration des capacités nationales en matière de pêche au thon vivant, la promotion du développement des capacités d'engraissement en Algérie du thon rouge vivant en encourageant l'investissement dans ce domaine par les nationaux en partenariat et l'encadrement et l'encadrement de la pêche au thon mort par les nationaux pour l'approvisionnement du marché national. «Au cours de ce dernier semestre, les trois axes de développement ont été menés de front, en concertation et avec la contribution des professionnels, et ont abouti à la mise en place d'un nouveau dispositif réglementaire publié en mars 2021 au Journal officiel n° 16, visant la promotion et l'encadrement de cette pêche sous ces différentes formes», rappelle le communiqué.

R.N.

Un taux de gaspillage de près de 45%

La nécessité de mettre en œuvre une stratégie d'économie d'eau

Le ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi a révélé avant hier à Alger que le taux de gaspillage d'eau durant l'année en cours avait atteint 45%, d'où l'impératif, selon lui, d'élaborer un plan spécial pour lutter contre les fuites et les branchements illégaux au réseau d'eau.

En effet, M.Mihoubi a fait savoir, lors de son passage au forum de la radio national, qu'un programme a été mis en place à cet effet en coordination avec la Société des Eaux et de l'Assainissement d'Alger et l'Office National de l'assainissement (ONA) visant à recourir à 440 petites et moyennes entreprises pour remédier aux fuites, mettre en place des compteurs et réhabiliter les réseaux ainsi que la gestion technique et technologique.

La mise en œuvre de ce programme se fait en coopération avec les départements ministériels des petites et moyennes entreprises et des start-up.

Le secteur œuvre à «promulguer des textes législatifs relatifs aux infractions de branchement illégal aux réseaux de distribution dans le cadre de la nouvelle loi sur l'eau devant réduire ces infractions d'une part, et la régularisation des situations qui peuvent être régularisées par la mise en place de compteurs et le paiement des factures, d'autre part», a précisé le ministre.

Dans ce contexte, M. Mihoubi a fait observer que les précipitations en Algérie sont en diminution graduelle depuis vingt ans, d'où l'impératif pour le pays de mettre en œuvre une stratégie d'économie d'eau portant des

changements à plusieurs niveaux, dont le comportement des consommateurs.

A ce propos, il a évoqué le projet de charte de l'économie de l'eau, qui a été récemment soumis à différents départements ministériels pour enrichissement.

Pour remédier au problème de pénurie d'eau, le même responsable préconise le recours à l'exploitation des stations dessalement de l'eau de mer. D'autre part, il a proposé de mettre en place une société algérienne expérimentée pour la réalisation de stations en vue d'éviter la dépendance en la matière et ce, en coopération avec les petites entreprises qui veilleront à la fabrication des équipements et des filtres pour l'épuration des eaux.

Dans le même sillage, M.Mihoubi a rappelé que le secteur œuvrait à augmenter le nombre des stations de dessalement à 20 stations vers 2030 dans l'objectif de remplacer les eaux des barrages qui seront destinées à l'agriculture.

Le nombre actuel de stations de dessalement de l'eau de mer est de 11 stations dont 10 en service avec une production de 2 millions m3/jour. Selon lui, ces stations alimentent les villes côtières sur une profondeur de 100km y compris les villes de l'intérieur (plus de 20 wilaya).

Cela permet parallèlement au transfert des eaux du Sud vers les Hauts Plateaux, d'atteindre une «complémentarité» entre les structures de production d'eau, un dossier qui fait l'objet d'une «étude globale», précise-t-

il. S'agissant le problème de régularité en matière d'alimentation en eau potable, le ministre a fait état de l'augmentation du nombre des équipes œuvrant à la limitation des coupures et à la préservation des ressources.

Par ailleurs, le ministre a indiqué que cinq nouveaux barrages étaient en cours de réalisation et 20 autres en cours d'étude outre des projets de liaison entre les barrages dont le projet du barrage «Kef Eddir», dont l'appel d'offre pour la réalisation du transfert de ses eaux sera lancé la semaine prochaine ce qui permettra d'alimenter en eau plus de 12 communes dans la wilaya de Tipasa.

Le système de barrage comprend 29 transferts dérivant les eaux des barrages qui ont un excédent vers ceux déficitaires par des opérations de pompage.

en ce qui concerne le manque de stations d'épuration dans le Sud du pays, le ministre a fait savoir qu'en dépit du déploiement de 147 stations, des problèmes techniques ont été enregistrés dans ces régions, notamment en ce qui concerne la nature du terrain, ajoutant que des efforts sont déployés pour trouver des solutions techniques à ces problèmes. En coordination avec des universités algériennes, les wilayas du Sud ont bénéficié de la mise en place d'un système de métrologie et de gestion à distance, ce qui permettra de contrôler à distance et en temps réel les réseaux de distribution et les programmes de réaménagement et de réhabilitation, a-t-il ajouté dans ce sens.

Manel Z.

INFO EXPRESS

Alger La plate-forme «Miqraa», destinée à la communauté nationale à l'étranger et au pays du Sahel

Le ministre des Affaires religieuses et des wakfs, Youcef Belmechdi a affirmé dimanche à Alger que la plateforme numérique algérienne «Miqraa», lancée officiellement, sera destinée à la communauté nationale à l'étranger et à ceux qui souhaitent apprendre le Coran dans les pays du Sahel et en Afrique. Le ministre qui a procédé au lancement officiel de la Miqraa a indiqué que cette plateforme virtuelle «cible particulièrement la communauté algérienne établie à l'étranger ainsi que les frères issus des pays du Sahel et de l'Afrique qui désirent apprendre le Coran».

R.R

Relizane La cité des 1026 logements en nette dégradation

L'état défectueux des chaussées de la cité des 1026 logements et des trottoirs ainsi que les fuites d'eau usée, dues à la détérioration de quelques conduites, d'où émanent des odeurs nauséabondes. Bref, cette cité n'a plus l'aspect d'une cité digne de ce nom, sans compter l'absence flagrante d'aires de jeux pour distraire les enfants et des espaces verts destinés aux sorties familiales. En matière d'éclairage public, les habitants n'ont eu de cesse d'attirer l'attention des services techniques concernés, au sujet de toutes ces défaillances, mais en vain. En effet, plusieurs quartiers se trouvent plongés dans le noir au grand bonheur des voyous et des délinquants qui s'adonnent à des agressions et aux vols nocturnes des maisons. Les habitants éprouvent du mal à circuler la nuit dans l'obscurité, pas même pour aller se rendre à une pharmacie ou en cas de nécessité absolue. Une situation qui a amené les habitants à exprimer leur ras-le-bol. Ces derniers insistent sur une intervention urgente des autorités locales afin de se pencher sur leurs préoccupations et trouver une solution à leur doléance dans les meilleurs délais.

N.Malik

Aïn Beïda (Oum El-Bouaghi)

Deux morts et 2 blessés graves dans une collision



En effet, au cours de la journée du lundi 26/4/2021, les services de la Protection civile de la wilaya de Oum El Bouaghi ont enregistré, durant leurs interventions, un accident mortel qui a provoqué la mort à 2 personnes et causé des blessures de différents degrés à deux autres. L'accident est survenu à 07h55, sur la RN-102, plus précisément au lieu-dit village Brerliche, situé à quelques encablures de la ville de Aïn Beïda, suite à une violente collision

En dépit de la présence des services de sécurité durant le mois de Ramadhan sur les différents axes routiers, la route continue de faire son lot de victimes et d'handicapés.

entre 2 véhicules légers de marque Peugeot 405 et Peugeot 305. Conséquence : un homme, A.M, 62 ans et un enfant, I.M,

12 ans décédés sur le coup. L'accident a fait également des blessures à deux autres personnes, dont une femme gravement atteinte. Toutes les victimes ont été évacuées vers l'hôpital Zerdani Salah de Aïn Beïda. A noter que les 2 véhicules ont été complètement endommagés. Une enquête a été aussitôt ouverte par les services compétents afin de déterminer les circonstances et les causes de ce drame.

A.Remache

Mobilis célèbre le 47^e anniversaire de l'USTHB



Fidèle à sa politique d'entreprise citoyenne et à son programme de soutien aux universitaires, Mobilis a accompagné ce lundi 26 avril, la célébration du 47e anniversaire de la création de l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (l'USTHB).

Inaugurée le 24 avril par le président feu Houari Boumediène, l'USTHB a contribué à la formation de centaines de milliers de cadres dans divers domaines liés aux sciences et à la technologie. Mobilis a saisi cette occasion pour gratifier une quarantaine d'enseignants

qui se sont vu promus au rang de professeurs, dans diverses spécialités. Mobilis fière d'honorer, comme chaque année nos élites de l'université algérienne, confirme son engagement dans la promotion du savoir et l'encouragement de nos compétences.

Les zones rurales connaissent un développement «réel»



Le Chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad a indiqué lundi depuis la commune d'Aïn Azal (sud de Sétif) que les zones rurales du pays connaissent un processus "réel" de développement. (Photo > D. R.)

Timimoun : intensifier les projets de l'ANGEM dans l'agriculture



La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a appelé, lundi à Timimoun, à intensifier les projets de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) dans l'agriculture. (Photo > D. R.)

Le groupe Giplait compte réaliser une unité de production de cheddar à Sétif



Le groupe public spécialisé dans les produits laitiers, Giplait, compte réaliser une unité de production de cheddar dans la wilaya de Sétif, a indiqué lundi à Alger son PDG, Mouloud Harim. (Photo > D. R.)

Ressources en eau : un taux de gaspillage d'eau de près de 45%



Le ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi a révélé lundi à Alger que le taux de gaspillage d'eau durant l'année en cours avait atteint 45%, d'où l'impératif d'élaborer un plan spécial pour lutter contre les fuites et les branchements illégaux au réseau d'eau. (Photo > D. R.)

SOS

Mme Attalah Kheira, âgée de 41 ans, victime d'un accident d'explosion qui a déformé sa main droite avec des brûlures du 3^{ème} degré, doit subir une intervention d'esthétique. Par cet appel, elle demande aux âmes charitables de bien vouloir l'aider afin de subir cette intervention.

MOB : 0799 54 78 67
CCP : 170 280 18 clé 90

Demande d'aide financière

Homme, sans revenu, handicapé, diabétique, marié, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin de lancer un petit projet (vendeur ambulante) pour pouvoir subvenir aux besoins de ses enfants.

Allah Le Tout Puissant vous le rendra.

MOB : 0782519683

Palestine/Jérusalem-Est

De violents affrontements entre Palestiniens et la police israélienne font 120 blessés

De nouveaux accrochages ont opposé, dans la soirée du 24 avril, Palestiniens et forces de l'ordre aux abords de la vieille ville de Jérusalem après un appel au calme du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Six Palestiniens ont été blessés, dont cinq traités sur place, a indiqué le Croissant-Rouge palestinien.

A Jérusalem-Est, secteur palestinien occupé et annexé par Israël, des centaines de policiers avaient été déployés aux abords de la Vieille ville le 24 avril en début de soirée pour éviter de nouvelles violences après plusieurs jours d'affrontements impliquant extrémistes juifs, Palestiniens et forces de l'ordre, les plus importants depuis des années, ont rapporté des médias sionistes. Des Palestiniens ont lancé des bouteilles d'eau sur les policiers qui ont répliqué avec des grenades assourdissantes. De jeunes Palestiniens ont fait brûler des bennes à ordures dans les rues adjacentes de la porte de Damas. «Nous voulons avant tout faire respecter la loi et l'ordre public. Nous exigeons maintenant que la loi soit respectée et j'appelle toutes les parties au calme», avait lancé le Premier ministre de l'Etat hébreu quelques heures plus tôt dans un communiqué après une réunion d'urgence des responsables de la sécurité. Il a également déclaré que l'armée israélienne était prête à tous les scénarios dans la bande de Gaza, après le tir d'une trentaine de roquettes depuis l'enclave palestinienne sur le sud du territoire israélien dans la nuit du 23 au 24 avril. En représailles, des chars, des avions de combat et des hélicoptères militaires avaient ciblé, selon l'armée, des positions du Hamas, informe-t-on. La branche armée du Hamas, mouvement islamiste palestinien au pouvoir



à Gaza, a apporté son soutien aux Palestiniens de Jérusalem-Est et menacé Israël. Trois nouvelles roquettes ont été tirées le 24 avril au soir depuis la bande de Gaza. L'une a été interceptée par le bouclier antimissile israélien, une autre a explosé dans un terrain vague et la troisième s'est abattue dans la bande de Gaza, selon l'armée. Ces déclarations du Premier ministre israélien prennent place dans un contexte de tensions croissantes après les incidents ces derniers jours entre Juifs et Palestiniens à Jérusalem-Est. Les heurts les plus violents ont eu lieu le 22 avril, lorsque des Palestiniens ont voulu s'opposer à une marche de partisans d'un mouvement juif d'extrême droite qui scandait «Mort aux Arabes». Les forces israéliennes, mobilisées pour cette marche, ont bloqué les Palestiniens. Une centaine d'entre eux ont été blessés, ainsi qu'une vingtaine de poli-

ciers israéliens. La Jordanie dénonce des attaques racistes de la part d'Israéliens. «Nous garantissons la liberté de culte comme chaque année, pour tous les habitants et tous les visiteurs de Jérusalem», a assuré Benjamin Netanyahu, faisant allusion aux prières sur l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'islam, en cette période de mois de jeûne musulman de ramadan. Face aux tensions, le chef d'état-major Aviv Kochavi a décidé de reporter sa visite prévue aux Etats-Unis. Les affrontements des derniers jours à Jérusalem ont commencé après que la police a empêché les Palestiniens de s'asseoir sur les marches entourant la porte de Damas, un lieu où ils se réunissent le soir pendant le ramadan. Et lorsque des juifs d'extrême droite ont prévu de manifester à proximité, de nombreux Palestiniens y ont vu une provocation. L'envoyé spécial de l'ONU pour le Moyen-

Orient, Tor Wennesland, a appelé à éviter une nouvelle escalade. «Les actes de provocation à Jérusalem doivent cesser.

Les tirs indiscriminés de roquettes vers les zones peuplées violent le droit international et doivent cesser immédiatement.»

Les Etats-Unis ont pour leur part exprimé leur profonde préoccupation, condamnant des discours de haine. Pays voisin lié à Israël par un traité de paix, la Jordanie, qui administre les lieux saints musulmans à Jérusalem-Est, a condamné les attaques racistes israéliennes, avertissant que Jérusalem était une ligne rouge. L'Iran, a lui condamné les agressions du régime sioniste et des colons. Jérusalem a été secouée dans la soirée du 22 avril par des affrontements opposant des manifestants palestiniens aux forces de l'ordre israéliennes dans un contexte marqué par des tensions après des incidents récents entre juifs et arabes.

Des affrontements entre les forces policières israéliennes et des manifestants palestiniens ont fait plus de 120 blessés au cours de la nuit à Jérusalem, ont fait savoir ce 23 avril des sources médicales et policières citées par les médias.

Le Croissant-Rouge palestinien a fait état d'au moins 105 blessés, dont une vingtaine ont été transférés à l'hôpital, tandis que la police a ajouté avoir recensé 20 blessés dans ses rangs et arrêté 44 personnes lors de ces affrontements. Des vidéos diffusées dans les médias et sur les réseaux sociaux montraient des employés arabes travaillant dans le centre de Jérusalem et des journalistes être agressés violemment par des jeunes juifs criant «Mort aux arabes», 70 personnes ont été arrêtées le 21 et 22 avril courant, selon un communiqué de la police israélienne.

Oki Fauzi

Syrie

Un mal mystérieux affecte les troupes US...

Le site STRATEGIKA51 annonce qu'une simple et petite épidémie de grippe saisonnière, puis un variant inconnu (indien?) du SARS-CoV-2 et, depuis quelques jours, le résultat d'attaques aux armes à énergie dirigée...Le coupable désigné est encore une fois la Russie. Le mal dont souffrent depuis quelques jours les militaires US en Syrie est toujours un mystère. Un nombre important de soldats US déployés en Syrie présentent des symptômes d'une maladie inconnue caractérisée par de violents maux de tête, des diarrhées, des courbatures, une confusion mentale, un raidissement des membres, des douleurs diffuses dans la poitrine et pour certains cas des convulsions.

Après avoir suspecté un nouveau variant COVID-19, les enquêteurs militaires US accusent désormais la Russie d'avoir sciemment dirigé des

rayonnements électromagnétiques sur des soldats US en Syrie.

Cette accusation rappelle étrangement les multiples et incessantes accusations d'usage d'armes soniques et électromagnétiques contre les personnels de l'ambassade US à La Havane, Cuba. Durant la seconde guerre mondiale, les Allemands ont tenté d'utiliser des rayons X pour endommager les pistons des moteurs à explosion ou neutraliser des humains. Après la guerre, les soviétiques se sont aperçus que certains de leurs puissants radars tuaient les oiseaux et avaient un impact physiologique sur les êtres vivants.

Il semble que les forces US en Syrie orientale et méridionale soient confrontées à des problèmes de santé assez préoccupants. Certains camps ne sont plus opérationnels tandis que d'autres fonctionnent à 10% de leur capacité. Ce qui explique

les renforts importants en troupes et en aéronefs à destination de l'Irak, lesquels s'apparentent à une nouvelle intervention militaire US dans ce pays. Détail curieux, il n'y a jamais eu autant de livraisons de Tylenol (Acétaminophène) aux forces US en Irak et en Syrie que durant ces deux dernières semaines.

Le mal dont souffrent les militaires US en Syrie demeure inconnu et ressemble à celui dont souffrent parfois des personnes vivant près de lignes électriques de très hautes tensions ou de bornes émettrices de micro-ondes (téléphonie mobile). Il pourrait aussi être causé par les drogues administrées aux soldats avant le déploiement (les vétérans de la guerre du Golfe de 1991 souffrent encore d'un mal inconnu à ce jour) ou par la propagation d'un virus mutant comme c'est fréquemment le cas. Côté russe, cette accu-

sation d'usage d'armes à énergie dirigée est saugrenue. Les russes affirment que c'est les Américains qui utilisent le plus ce type d'armes en Syrie et que c'est eux qui passent la majeure partie de leur temps à brouiller les transmissions électromagnétiques et les signaux GPS. Les russes disposent toutefois d'une solide capacité de contre-mesures électroniques sur le littoral méditerranéen de la Syrie qui a permis d'éviter pas mal de déboires mais estiment qu'en matière d'armes à énergie dirigée, ce sont les forces US qui se trouvent illégalement en Syrie en violation flagrante du Droit international qui ont voulu jouer à ce petit jeu du rayon invisible en dépit du manque d'énergie électrique en Syrie. Cela nous rappelle l'agent "orange" lors de la guerre du Vietnam dans les années 1960.

MOHAMED EL-OUAHED

contribution

Economie

Le gouvernement face à la baisse des réserves de change, la hausse de l'inflation et la détérioration de la cotation du dinar



Professeur des universités, expert international D'Abderrahmane Mebtoul

Dans ce cas, il est utopique de parler d'encourager l'innovation ce qui favorise l'exode des meilleures compétences surtout des jeunes, d'autant plus que l'actuelle politique salariale, qui est totalement à revoir, favorise beaucoup plus les emplois-rente que les emplois productifs.

3- L'évolution du taux d'inflation

Le niveau d'inflation est fonction de plusieurs facteurs interdépendants.

-Premièrement, de facteurs externes dont le prix international des produits importés où contrairement à ce qu'affirme le ministre, la majorité de pays connaissent non pas une inflation mais une déflation avec des taux d'intérêts presque nuls ;

-Deuxièmement, de la faiblesse de la production et de la productivité interne, de la non-proportionnalité entre les dépenses monétaires et leur impact renvoyant à la corruption via les surfacturations ;

-Troisièmement, de la déthésaurisation des ménages qui mettent face à la détérioration de leur pouvoir d'achat des montants importants sur le marché, alimentant l'inflation, plaçant leur capital-argent dans l'immobilier, l'achat d'or ou de devises fortes pour se prémunir contre l'inflation ;

-Quatrièmement, de la dévaluation rampante du dinar comme mis en relief précédemment ;

-Cinquièmement, par la dominance de la sphère informelle qui produit des dysfonctionnements des appareils de l'Etat où existent des liens dialectiques entre cette sphère et la logique rentière, avec des situations oligopolistiques de rente. Cette sphère aligne le prix des biens sur la cotation de la devise du marché parallèle, pour les produits importés, contrôlant les segments des fruits/légumes, poissons/viandes, textile/cuir et bon nombre d'autres produits importés qui connaissent un déséquilibre offre/demande. Le taux officiel a été de 1999 à fin 2020 :- 2000, 2,0% - 2001, 3,0% - 2002, 3,0% - 2003, 3,5% - 2004, 3,1% - 2005, 1,9% - 2006, 3,0% - 2007, 3,5% - 2008, 4,5% - 2009, 5,7% - 2010, 5,0% - 2011, 4,5% - 2012, 8,9% (après les augmentations de salaires) - 2013, 3,9% - 2014, 2,9% - 2015, 4,2% - 2016, 5,9% - 2017, 5,6% - 2018, 5,6% - 2019, 5,6% - 2020, 2,4% - 2021, prévision 4,2% selon le gouvernement.

Selon les données officielles, l'inflation cumulée a dépassé les 82% entre 2000/2020 et en redressant les taux de 20%, nous avons une détérioration du pouvoir d'achat durant cette période de 100%. Se pose la question alors que la population dépasse 44 millions en 2020 avec une population active de plus de 12 millions, nous assistons à une décroissance du PIB qui est passé de 180 milliards de dollars à prix courant en 2018,



L'analyse objective de l'évolution des réserves de change, de l'inflation et de la cotation du dinar, qui ont un impact direct sur le pouvoir d'achat de la population et des différentes activités économiques doit tenir compte des aspects de structures de l'économie internationale et de l'économie interne de l'Algérie qui après plusieurs décennies d'indépendance politique repose toujours sur la rente des hydrocarbures (98% des recettes en devises avec les dérivés en 2020).

171 en 2019 et à environ 160 milliards de dollars fin 2020 et de la concentration excessive du revenu national au profit d'une minorité rentière où un fait nouveau, une partie de la classe moyenne commence à disparaître graduellement et à rejoindre la classe pauvre.

L'action louable au profit des zones d'ombre serait un épiphénomène face à la détérioration du pouvoir d'achat de la majorité de la société civile informelle silencieuse, la plus nombreuse, atomisée, non encadrée qui risque de basculer dans l'extrémisme, face à des discours de responsables déconnectés de la réalité, des partis politiques traditionnels et une société civile officielle souvent vivant de la rente, inefficace comme intermédiation sociale et politique.

Les tensions sociales, tant qu'il y a la rente, sont atténuées artificiellement grâce aux recettes des hydrocarbures qui permettent des subventions et transferts sociaux représentant 23,7% du budget général de l'Etat et 9,4% du PIB pour l'exercice 2021, mais mal gérés et mal ciblés, qui ne profitent pas toujours aux plus démunis. Ces tensions sociales sont également atténuées par la crise du logement qui renforce la solidarité familiale (même marmite, mêmes charges), assurant une paix sociale transitoire. L'effet d'anticipation d'une dévaluation rampante du dinar, via la baisse de la rente des hydrocarbures, risque d'avoir un effet négatif sur toutes les sphères économiques et sociales, avec comme incidences l'amplification du processus inflationniste, l'extension, de la sphère informelle et sur le taux d'intérêt des banques qui devraient le relever de plusieurs points, l'ajustant aux taux d'inflation réel, freinant à terme le taux d'investissement à valeur ajoutée.

En conclusion, en rappelant les propos déconnectés de la dure réalité des ménages en mars début avril 2021, de la maîtrise de l'inflation, de la cotation du dinar, d'une exportation de 1,1 milliard

de dollars de produits agricoles (voir les statistiques douanières de 2020, le montant ne dépassant pas 350 millions de dollars) des ministres de l'Agriculture, des Finances et du Commerce, propos qui ont fait la risée de toute la population algérienne et de la presse nationale internationale.

Les responsables doivent avoir un langage, la vérité, rien que la vérité, les discours populistes auxquels la population algérienne est allergique, pouvant conduire à une démobilisation générale. Certes, on ne peut en une année après une léthargie de plusieurs décennies, redresser le bateau Algérie où uniquement pour la période 2000/2019, les recettes en devises ont dépassé les 1 000 milliards de dollars avec une sortie de devises en biens et services de plus de 935 milliards de dollars avec un taux de croissance dérisoire qui a fluctué entre 2/3% alors qu'il aurait dû être de 9/10% avec une sortie de devises de 20 milliards de dollars en

2020 pour une croissance négative de moins 6%. Mais force également est de constater une incohérence de la politique économique, l'épidémie du coronavirus n'étant pas la seule explication, où la situation socioéconomique est préoccupante avec le retour à l'inflation, la baisse des réserves de change et l'accroissement du chômage, avec la détérioration du pouvoir d'achat. La stratégie hors hydrocarbures demande du temps, devant raisonner toujours en dynamique.

Pour les PMI/PME, le projet est lancé en 2021, sa rentabilité est pour 2024/2025. Pour les projets hautement capitalistiques comme le fer de Gara Djebilet, si l'on résout le problème du partenaire et du financement très élevé, n'étant encore qu'une intention avec les Chinois, pas avant 2027/2028. La sécurité du pays étant posée, une nouvelle gouvernance s'impose.

(Suite et fin)

A. M.

ولهذه الأسباب

حكمت المحكمة حال فصلها في قضايا شؤون الأسرة عليا، حضوريا وفي أول درجة :

في الشكل: قبول تدخل المسماة أكيلال ذهبية و قبول الدعوى.

في الموضوع : اعتماد الخبرة المنجزة من طرف الدكتور ويس حياة والمودعة لدى أمانة ضبط المحكمة بتاريخ 2021/02/16 تحت رقم: 21/72 و بالنتيجة لذلك:

1- ايقاع الحجر على المدعى عليه أكيلال أمين ابن إبراهيم ولوبار نصيرة المولود بتاريخ: 1996/12/17 شهادة ميلاد رقم 03254 بلدية أوزلاق ولاية بجاية.

2- تعيين المدعى أكيلال محند صالح مقدا عليه لرعايته والقيام بشؤونه القانونية المالية والإدارية.

مع أمر ضابط الحالة المدنية المختص بالتأشير بهذا الحجر على شهادة ميلاد المدعى بسعي من النيابة العامة، والأمر بنشر هذا الحكم بأحد الجرائد اليومية أو الأسبوعية للإعلام على أن يكون ذلك بسعي من المدعى.

تحميل المدعى بالمصاريف القضائية بما فيها مصاريف الخبرة ورسم رفع الدعوى المقدرة ب 3450 دج.

بهذا صدر الحكم وأفصح به جهازا بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه وصحته أمضى على أصله كل من الرئيس وأمين الضبط.

رقم الجدول : 20/02048

رقم الفهرس : 21/00927

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية بجاية

مديرية التنظيم والشؤون العامة

مصلحة التنظيم العام

مكتب الجمعيات والانتخابات

الرقم: 50/ش ت ع م ج 2021/

وصل استلام التبليغ بتغيير

الهيئة التنفيذية

طبقا لأحكام المادة 18 من القانون رقم 12 - 06 المؤرخ 18 صفر 1433 الموافق لـ 12 يناير 2012 المتعلق بالجمعيات. و بناء على محضر الجمعية العامة المنعقدة بتاريخ 2021/01/08 تم هذا اليوم 2021/04/05 استلام مذكرة تغيير تشكيلة الهيئة التنفيذية للجمعية المحلية المسماة :

جمعية الرابطة الولائية للمكراتي دو بجاية

المعتمدة تحت الرقم : 696 بتاريخ 1985/12/29.

الجمعية : 01 ساحة لوميا بجاية.

بترأسها السيدة(ة) : عبو كمال.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية بجاية - دائرة انكسار - بلدية انكسار

مصلحة التنظيم والشؤون العامة

مكتب التنظيم - الرقم: 2021/

وصل استلام التبليغ بتغيير أعضاء

الهيئة التنفيذية

بمقتضى القانون رقم 12 - 06 المؤرخ في 18 صفر عام 1433 الموافق لـ 12 جاتفي 2012 المتعلق بالجمعيات، و بناء على محضر الجمعية العامة المنعقدة بتاريخ 2021/03/05 تم هذا اليوم 2021/04/15 تسليم وصل تجديد الهيئة التنفيذية للجمعية المسماة:

الجمعية الثقافية " ثيرقوي "

لقرية تازروت بلدية انكار

المعتمدة تحت رقم : 118/2008 بتاريخ 2008/07/01.

بترأسها السيد : زروق رفيق المولود بتاريخ: 1988/06/19 باكوران.

المدة الانتخابية للمكتب: ثلاث سنوات.

مقرها : قرية تازروت انكار.

Bordj-Menaïel

Une wilaya qui manque de tout

Effectivement, la situation actuelle de la localité de Bordj-Menaïel est désolante et même choquante, à cause de l'incompétence des hommes qui occupent le devant de la scène. C'est là un constat amer qui n'honore en aucun cas les habitants de cette charmante et paisible ville.

La ville du «quinze et demi» agone depuis plusieurs années à cause des promesses, des mensonges de certains gens malhonnêtes qui lors des élections promettent monts et merveilles à leurs électeurs mais une fois installés que ce soit comme maires ou élus, ils tournent leurs vestes pour s'occuper de leurs propres affaires, ils n'ont jamais pu changer quoique ce soit et n'ont pu permettre à Bordj-Menaïel de se développer et de promouvoir des activités industrielles, commerciales, touristiques, culturelles et sportives en mesure de répondre aux nombreuses attentes de la population ménaïlie qui ne cesse de subir les conséquences désastreuses. Tout le monde reconnaît que cette agglomération était réputée hospitalière de par la gentillesse de ses habitants, une ville ouverte à tout le monde et où chacun venait se ressourcer et trouver son équilibre moral, chaque visiteur était ébloui par l'attitude admirable de tant d'amabilité de ses habitants. Pour ceux qui ne le savent pas, la localité de Bordj-Menaïel plus connue par la cité des coquelicots avait approvoisé deux grands noms de la Révolution algérienne, le colonel Amar Ouamrane et aussi l'un des grands négociateurs des Accords d'Evian le stratège colonel Krim Belkacem et possède une grande et riche histoire à tous les niveaux, que ce soit culturel, sportif, social, économique avec un passé glorieux rempli d'évènements de grande envergure durant la guerre de libération nationale. Pourquoi cette situation d'abandon ? La réponse est simple : c'est la faute à la génération 1980 à ce jour qui n'a pas pu remplacer les anciens qui ne sont plus de ce monde qui, eux, étaient une source de référence positive à tous les niveaux. Ils sont partis ceux qui étaient réputés défendre la localité par la transparence, la bonne parole, l'hospitalité, l'aide aux plus démunis. La génération actuelle se caractérise par un appétit vorace qu'elle satisfait en concourant à la perte de valeurs essentielles de toute société qui veut avancer (sens de la famille, entraide, valeur du travail, honnêteté, probité et sens de l'honneur), tout cela s'est perdu au fil du temps, laissant place à la loi de la jungle, c'est-à-dire la loi du plus fort et du plus riche. Bordj-Menaïel a perdu son âme (Rouh) quelque part en cours de route dans une course effrénée qui a enfanté des groupes d'intérêts, les gens sont devenus plus matérialistes que jamais, leurs discussions n'honorent en aucun cas les personnages. Ils sont partis les «Zouamas», les personnes honnêtes

Pourquoi ? C'est pour la simple raison qu'elle ressemble plus à une dechra, un douar, un villages de l'ancien temps.

et infaillibles qui pleurnichaient leur ville, ceux qui ont toujours défendu avec puissance de force et d'autorité la ville des Coquelicots, de vrais hommes qui adoraient orchestrer les situations, car ils étaient très entreprenants, actifs et dynamiques qui ont toujours mené des combats pour les causes justes, ils étaient et resteront la fierté de la ville pour l'éternité, eux qui reposent au cimetière de Lalla Aïcha ou de Sidi Smid. C'étaient des hommes au vrai sens du terme, qui avaient vécu avec des valeurs et des principes fondamentaux basés sur le respect, l'amour d'autrui, du pays et surtout de la religion musulmane. Ils ne sont plus de ce monde certes, mais malgré cela, ils demeurent l'image de marque de la ville de Bordj-Menaïel. Que l'on nous excuse si on a omis de citer d'autres noms car une chose est sûre, tous ceux qui ont cotoyé ces personnages les décrivent comme d'honnêtes citoyens, des sages et des érudits, avec des qualités d'intelligence qui leur ont permis de s'acquitter à merveille de leurs rôles de responsables de famille, d'avoir su gérer convenablement leurs foyers en bons pères de famille. La population de Bordj-Menaïel leur reconnaît le legs d'un bien très précieux, à savoir la bonne éducation, le savoir-faire, l'Islam et le respect d'autrui. C'étaient des personnes qui agissaient collectivement et ce, pour le bien de la société, ce qui n'est plus le cas actuellement, car il y a un manque d'hommes. Les élections approchent et Bordj-Menaïel a besoin de changement. Pour cela il faudra des hommes intègres et disponibles censés les représenter dignement et honorablement et ramener le changement pour la localité de Bordj-Menaïel. Tout d'abord, il faut rendre à Bordj-Menaïel ce qui appartient à Bordj-Menaïel car historiquement parlant, il ne faut pas mentir à la génération montante, car loin de nous de se prendre pour un historien car nous ne le sommes pas mais changer le cours de l'histoire de cette magnifique localité de la ville des coquelicots, qui autrefois portait le nom de Bordj-Menaïel qui veut dire «le Fort bleuté» pour certains et le Fort des cavaliers pour d'autres, est la solution la plus plausible mais de là à dire de cette ville qu'elle est surnommée «Oum Naïl» allusion faite aux Ouled Naïl est purement faux. La question qui se pose : pourquoi veut-on fausser l'histoire de cette ville millénaire qui a connu diverses invasions, turques, romaines, et l'invasion française. Et dire que la région a versé un lourd tribut durant la Guerre de libération nationale et ils sont nombreux

les chahids qui ont offert leurs vies pour voir l'Algérie libre et indépendante. Aujourd'hui, rien n'est plus comme avant, les Menaïlis ont perdu leurs repères, surtout les jeunes qui sont livrés à eux-mêmes. Ils veulent connaître la vérité sur tout ce qui touche à leurs origines, eux qui déjà souffrent de beaucoup de maux. Face au manque cruel des infrastructures culturelles et sportives, face au problème de chômage qui n'épargne personne, les jeunes sont livrés à eux-mêmes, plongés dans l'ennui, l'oisiveté et divers dangers. D'ailleurs, ces dernières (les infrastructures sportives, culturelles étatiques) sont rares, voire même inexistantes dans la localité de Bordj-Menaïel, ce qui livre la jeunesse de la région à la débauche. Bordj-Menaïel, qu'on a toujours qualifié de ville coquette, charmante et accueillante, voit son cadre de vie se dégrader progressivement ces dernières années. Il s'agit là d'un problème sérieux qui mérite plus de considération, non seulement par les habitants, mais aussi par les autorités locales en particulier. Bordj-Menaïel est héritière d'un long et riche passé, elle a participé avec succès aux civilisations qui lui ont été imposées et dont chacune a laissé des traces sur son sol. Depuis que le monde est monde, Bordj-Menaïel a toujours été Bordj-Menaïel, son nom est tiré de la période turque qui veut dire «le Fort», Menaïel, signifiant la couleur bleu, étant donné que la forteresse avait toujours été peinte avec de la nila, allusion faite à la chanson chaâbi qui dit «Dhak stah el aali li masbough ba nila». Aussi, il ne faut pas que l'histoire soit faussée en disant que Menaïel est un dérivé d'«Oum Naïl», il n'a jamais été question d'une femme venue des Ouled Naïl, c'est du archifaux, alors basta, basta, cessez de dire des idioties ! Pour revenir au sujet, revenons au marasme au quotidien de cette frange de la jeunesse qui n'ayant pas d'endroits où se distraire et s'occuper comme les aires de jeux. Nos jeunes sont facilement la paroi des différents fléaux sociaux qui ne cessent de s'amplifier dans la région. Aujourd'hui, les connaissances entre les jeunes ne se font plus dans un club sportif ou culturel mais plutôt autour des cafés du centre-ville qui ne désespèrent pas. Et pour cause, ce sont des lieux de rencontres des populations des communes limitrophes qui s'adonnent au négoce dans cette région réputée agricole et commerçante. Bordj-Menaïel est devenue un véritable carnaval fi dechra pour la simple raison que la localité n'offre plus rien, car les besoins de cette commune sont énormes et ses moyens sont insuf-

fisants pour satisfaire l'ensemble des demandes de la population, la commune a besoin d'un véritable plan pour assurer son développement, une commune qui totalise plus de 120.000 âmes réparties sur plusieurs villages et hameaux a, en effet, besoin d'une attention particulière pour récupérer le cumul de retard qu'elle a enregistré depuis l'indépendance. Un retard de 100 ans, les citoyens de la localité n'arrivent plus à comprendre et supporter tout ce retard constaté et ceci à tous les niveaux. Mais une chose qui frappe l'esprit, c'est le fait que ce sont les hommes qui ramènent le changement, malheureusement cela n'a pas été le cas car ces derniers ont failli à leurs missions. Cependant, les élections municipales et législatives 2021 arrivent. Les citoyens se posent de légitimes questions : les autorités sont-elles dépassées ? Manquent-elles de fonds, le malheur est toujours présent et visible suite au séisme du 21 mai 2003 avec les bâtisses toujours délabrées, fissurées et certaines à moitié effondrées qui offrent une image désolante de Bordj-Menaïel et entretiennent en permanence la tristesse et la douleur vécues, les séquelles du séisme seront toujours là tant que ne seront pas entrepris les travaux de réhabilitation des bâtisses pour donner un nouveau aspect à la ville des Coquelicots. Les autorités restent insensibles au marasme de la population. Les autorités locales, les élus de la wilaya et de l'APC, les autorités gouvernementales doivent impérativement se pencher sur le sort de ses habitants qui sont désemparés. Ils doivent s'inquiéter car la situation que vivent les citoyens de cette localité n'est pas réjouissante. Aujourd'hui, la ville du «quinze et demi» souffre le martyre, elle est laissée pour compte et accuse un retard dans tous les domaines : social, culturel, sportif, économique, commercial. Elle manque d'infrastructures de base. C'est une commune qui n'a rien vu venir et malgré sa réputation de une ville commerciale, les responsables de l'administration de la wilaya de Boumerdès font tout pour bloquer les citoyens désireux créer des activités commerciales. La bureaucratie est toujours présente, trop sévère même et les commerçants ne savent plus à quel saint se vouer. On a l'impression que tout est fait pour que rien ne soit fait pour mettre un terme à cette situation. Où sont-ils ces élus choisis par la population pour les représenter ? De quel droit un P/APC, un chef de daïra, un wali refusent-ils d'accorder des audiences aux citoyens ? C'est grave ce qui se passe dans notre pays. Où allons nous avec cette situation. Laissez les gens travailler, cette situation est vraiment dramatique et même incompréhensible, intolérable. Il faut mettre un terme à cela.

Kouider Djouab

Boumerdès

La «Grotte chaude», haut lieu et symbole historique de la résistance algérienne

Plus connu sous le nom de «Grotte chaude», (Ghar Yahmane), est un lieu historique qui a accueilli de grandes figures de la Révolution algérienne. C'était un refuge pour les moudjahidine de la région qui ont survécu à la Guerre de libération nationale, et un tremplin et un point noir très important sur lequel les historiens doivent se pencher et prendre en considération.

Plusieurs personnes ont péri, bombardées par l'armée française à la suite d'une trahison, d'un individu connu pour son activisme et sa collaboration zélée avec les forces de répression coloniales. Ces personnes avaient refusé de se rendre ont préféré mourir tous ensemble les armes à la main ; elles furent ensevelies vivantes. Situé du côté de Baghla tout près des Ouled Sidi Amara, le refuge était connu par les fellahs de la région, car, c'est eux qui ravitaillaient en vivres les moudjahidine qui venaient se reposer avant de reprendre la route du combat contre l'occupant français. Ce refuge est en quelque sorte un pan de l'histoire de l'Algérie combattante et demeure une énigme étant donnée que plus d'une trentaines de chahid gisent dans ce trou sans jamais être déterrés durant la période post-indépendance. Ghaar Yahmane est un lieu chargé d'histoire et d'émotion. Beaucoup de batailles et embuscades ont eu lieu dans cette région, comme celle de Boumissra et au bout de laquelle beaucoup de soldats français furent tués et un lot d'armes récupéré par les combattants de la noble cause. Mais non loin de là, un événement émouvant s'est produit durant le déclenchement de la Guerre de libération nationale qui dénote de la barbarie du colonialisme. Les moudjahidine et les habitants de la région se souviennent de cet événement douloureux qui a coûté la vie à plus d'une trentaine de chouhada dans la grotte chaude (Ghaar Yahmane) qui est un haut lieu de commémoration et de combat et qui mérite, selon les habitants du village Ouled Sidi Amara une revalorisation idoine avec une réhabilitation officielle de l'événement et un hommage particulier à ceux dont les corps n'ont jamais été retrouvés à ce jour et qui n'ont pas eu de sépulture. C'est aussi l'occasion pour ceux qui se



Ammi Ahmed Amara a vécu des moments douloureux, et c'est avec tristesse et une grande amertume qu'il avait accepté de nous parler. Il a marqué un temps d'arrêt avant de commencer à nous raconter ces moments cauchemardesques, jamais il ne pourra oublier ce qu'il a vécu, placé entre le marteau et l'enclume.

rappellent de ce moment douloureux d'évoquer le parcours et le sacrifice hors du commun de ces hommes. Ainsi, selon des informations recueillies sur place, il n'existe pas de statistiques ni aucune idée sur le nombre exact de chouhada dont les corps ont été ensevelis sous les décombres à la suite des bombardements intenses, et qui donc n'ont pas eu de sépultures. Il est important de rendre hommage à ces hommes qui, rappelle-t-on, «ont tout laissé derrière eux, pour se

consacrer à la libération de leur pays par les armes». Ce sont des chouhada sans sépulture et la douleur des familles est vivace, et il est pénible pour eux de penser que leurs corps sont restés à l'intérieur de la grotte (Allah yarham chouhada). Aussi, le même scénario s'est répété dans la grotte de Talaoubrid, d'où un témoignage d'un rescapé qui avait frôlé la mort alors qu'il avait à peine 14 printemps. Ammi Ahmed Amara a vécu des moments douloureux, et c'est avec tristesse et une grande amertume qu'il avait accepté de nous parler. Il a marqué un temps d'arrêt avant de commencer à nous raconter ces moments cauchemardesques, jamais il ne pourrait oublier ce qu'il a vécu, placé entre le marteau et l'enclume. Une position difficile qui lui aurait coûté la vie des deux côtés. L'armée française a encerclé les villages du côté de Baghla, avec une armada de parachutistes et des blindés venus de tout bord avec un hélicoptère suite à une dénonciation d'un moudjahid qui, sous l'effet de la torture, avait flanché. Il leur indiqua le lieu où étaient réfugiés ses compagnons.

Les militaires français l'attachèrent avec une corde en l'obligeant de descendre dans le trou pour inciter ses compagnons à se rendre. Ce dernier fut éliminé par les moudjahine au nombre de deux, Tihachadine Saïd et Amar Younès qui ne lui pardonnèrent pas sa trahison. L'encerclement de la grotte dura trois jours. Et c'est là qu'on m'obligea par la force tout en étant attaché avec une corde pour faire de même. J'ai pu approcher Tiha-

chadine Saïd et Amar Younès. J'ai failli y laisser ma peau à la suite d'un coup de couteau qui m'a égratigné la poitrine. Heureusement que Tihachadine m'avait reconnu, il s'interposa contre son compagnon. Je me rappelle qu'à l'intérieur de l'abri, il y avait des ravitaillement en vivres et en minutions. J'étais jeune certes, mais je me rappelle avoir demandé à Tihachadine de m'accepter parmi eux. Il refusa et me fit savoir qu'ils ne se rendront pas et qu'ils préfèrent mourir les armes à la main. Je ressortis de la grotte annonçant la décision prise par ces vaillants combattants. On m'obligea à retourner plusieurs fois de suite, mais c'était sans compter sur la bravoure, le courage, l'amour du pays et l'esprit patriotique qui étaient animés ces moudjahidine qui chaque fois hantent mon esprit. Il a fallu attendre le troisième jour pour qu'en fin de compte, l'armée coloniale essaya de s'infiltrer par un autre accès. Tihachadine et Younès ripostèrent par des tirs de rafales, tuant des soldats français. Ils furent assassinés.

Je ne pourrais jamais oublier ces séquences, elles font partie de mon vécu et un livre ne suffirait pas pour raconter toute cette histoire, comme ce coup de crosse que j'ai reçu en pleine figure par un militaire. J'ai survécu peut-être à cause de mon jeune âge. Cependant, Ammi Ahmed Amara, ce grand Judoka dans la ville de Bordj-Menaïel ne fait plus partie de ce monde, il nous a quitté subitement emportant avec un pan d'histoire.

Kouider Djouab

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية بجاية-دائرة بجاية-بلدية بجاية

المجلس الشعبي البلدي
مصلحة م.ت.ش.ق.
رقم : 2020/118

إعلان لإعداد شهادة الحياة

تطبيقا للمرسوم رقم 91/254 المؤرخ في 27 جويلية 1991،
قدم السيد: 01 - شعلال مختار، المولود(ة) ب: بجاية ولاية

بجاية في 1947/03/02.

- شعلال عبد العزيز، المولود(ة) ب: الحمادية بلدية بوزريعة

ولاية الجزائر في 1976/10/30.

- شعلال محمد، المولود(ة) ب: الحمادية بلدية بوزريعة ولاية

الجزائر في 1982/04/21.

العنوان: قرية تاركة أوزمور بجاية

ملف يتضمن طلب تسليم شهادة الحياة للعقار التالي:

قطعة أرضية عارية تقع ببلدية بجاية دائرة ولاية بجاية

بالمكان المسمى "ادار يتان قرية اكوياب" تقدر مساحتها بـ

(504.00) م². بدلا من 405.00 م²

يحتها:

من الشمال: ملكية ورثة شعلال سعيد.

من الجنوب: ملكية ورثة شعلال عبد القادر.

من الشرق: طريق اكوياب.

من الغرب: ملكية ورثة شعلال عبد القادر.

فقط كل شخص له مطالب أو اعتراضات على تحرير هذه الشهادة أن

يقدمها إلى مقر بلدية بجاية مديرية التنظيم والشؤون القانونية لمدة

أقصاها شهرين (02) من تاريخ نشر هذا الإعلان.

للإعلان

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية بجاية-دائرة بجاية-بلدية بجاية

المجلس الشعبي البلدي
مصلحة م.ت.ش.ق.
رقم : 2021/196

إعلان لإعداد شهادة الحياة

تطبيقا للمرسوم رقم 91/254 المؤرخ في 27 جويلية

1991، قدم السيد: 01 - خرف الله لعكري،

المولود(ة) ب: بجاية ولاية بجاية في 1982/05/11.

العنوان: حي زرارة الجديدة - بجاية.

ملف يتضمن طلب تسليم شهادة الحياة للعقار التالي:

قطعة أرضية عارية تقع ببلدية بجاية دائرة بجاية

ولاية بجاية بالمكان المسمى "بولماط" تقدر مساحتها

بـ (159.00) م².

يحتها:

من الشمال: ملكية خرف الله عزيز، لوطفي وحليم.

من الجنوب: طريق بدون مخرج.

من الشرق: ملكية خرف الله نبيلة.

من الغرب: طريق.

فقط كل شخص له مطالب أو اعتراضات على تحرير

هذه الشهادة أن يقدمها إلى مقر بلدية بجاية مديرية

التنظيم والشؤون القانونية لمدة أقصاها شهرين (02)

من تاريخ نشر هذا الإعلان.

للإعلان

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية بجاية-دائرة بجاية-بلدية بجاية

المجلس الشعبي البلدي
مصلحة م.ت.ش.ق.
رقم : 2021/122

إعلان لإعداد شهادة الحياة

تطبيقا للمرسوم رقم 91/254 المؤرخ في 27 جويلية 1991،
قدم السيد: 01 - خروني حكيم، المولود(ة) ب: بجاية ولاية

بجاية في 1979/04/20.

العنوان: شارع أ س ح مولا - بجاية.

ملف يتضمن طلب تسليم شهادة الحياة للعقار التالي:

قطعة أرضية عارية تقع ببلدية بجاية دائرة ولاية بجاية

بالمكان المسمى "إزبلان قرية إغيل البرج" تقدر مساحتها

بـ (240.00) م².

يحتها:

من الشمال: مشروع ممر يؤدي إلى الطريق الوطني رقم

24 من الجنوب: من الشمال: مشروع ممر يؤدي إلى الطريق

الوطني رقم 24.

من الشرق: من الشمال: مشروع ممر يؤدي إلى الطريق

الوطني رقم 24.

من الغرب: ملكية بوشباح غانية.

فقط كل شخص له مطالب أو اعتراضات على تحرير هذه

الشهادة أن يقدمها إلى مقر بلدية بجاية مديرية التنظيم

والشؤون القانونية لمدة أقصاها شهرين (02) من تاريخ نشر

هذا الإعلان.

للإعلان

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية بجاية

دائرة تازمالت

بلدية تازمالت

مكتب التنظيم

نموذج إشهاري

تجديد جمعية محلية

طبقا لأحكام القانون رقم : 06/12 المؤرخ في

12 يناير 2012م المتعلق بالجمعيات، ولا سيما

المادة 18 منه لقد تم تجديد الجمعية المحلية

المسماة:

جمعية أسيرم تسرقانت

بلدية تازمالت

المعمدة تحت رقم : 07 بتاريخ: 2013/05/05.

بتراسها السيد: حدوش الحسن.

الكائن مقرها: تسرقانت بلدية تازمالت.

Programme



12.00 Les douze coups de midi
13.00 Journal
13.55 L'île aux secrets
15.45 Coup de foudre sur commande
17.00 Météo
17.10 Quatre mariages pour une lune de miel
18.15 Les plus belles vacances
19.00 Journal
19.20 Demain nous appartient
20.35 France / Ukraine
21.05 The Resident
21.55 The Resident
23.35 Chicago Med



12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.45 La p'tite librairie
15.05 Je t'aime, etc.
16.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
19.20 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
20.40 Basique, l'essentiel de la musique
20.45 Un si grand soleil
22.00 L'école de la vie
22.55 6 à la maison



10.50 Desperate Housewives
10.55 Desperate Housewives
11.45 Desperate Housewives
12.00 Le journal
13.30 En famille
14.00 Notre histoire d'amour
16.00 Incroyables transformations
17.25 Météo
18.45 Le journal
20.30 Scènes de ménages
21.05 Top Chef
23.20 Top chef : les grands duels



06.30 Boule et Bill
06.42 Boule et Bill
07.09 Ludo
07.00 Garfield & Cie
08.05 Boule et Bill
08.30 Boule et Bill
09.20 Les as de la jungle à la rescousse
10.50 Ensemble c'est mieux !
11.20 La nouvelle édition
11.25 Météo
11.55 Journal
12.45 Météo
12.50 Rex

13.55 Rex
14.25 Rex
16.15 Des chiffres et des lettres
16.50 La p'tite librairie
17.10 Questions pour un champion
19.20 Laisser entrer la nature
20.00 Vu
20.20 Plus belle la vie
20.45 Tout le sport
21.05 Des racines et des ailes
22.05 Enquêtes de Région
23.09 Famille je vous chante



19.37 Hep taxi ! Express
19.45 Tout le monde veut prendre sa place
21.01 Bulle
21.54 Bulle
22.50 Le journal
23.21 Tandem



15.00 Un dîner presque parfait
16.55 Un dîner presque parfait
18.50 Les Marseillais à Dubaï
19.50 Les Marseillais à Dubaï
21.00 Météo
21.05 Minute par minute
23.00 Enquête sur le mystère Didier Raoult



15.59 Judy
17.56 L'info du vrai, le mag
18.33 L'info du vrai
20.10 L'info du vrai, le mag
20.41 Broute
20.44 La boîte à questions
20.54 Césarissime
21.07 Lancements Soirées César 2021
21.09 Tout simplement noir
22.36 La bonne épouse



19.18 Thalasso
20.15 Hollywood Live
20.50 A couteaux tirés
22.55 Contre-enquête



19.20 5 minutes de mode by Loïc Prigent
19.25 Quotidien, première partie
20.10 Quotidien
21.10 1 minute de mode by Loïc Prigent
21.15 90' Enquêtes
22.35 90' Enquêtes



09.00 Les contes des 1001 darkas
13.50 Maigret
19.43 TPMP : première partie
20.42 Touche pas à mon poste !
21.57 Balance ton post ! L'after
22.57 Balance ton post ! L'after
23.35 Balance ton post ! L'after



20.00 Les as de la jungle à la rescousse
20.10 Une saison au zoo
20.40 Une saison au zoo
21.05 La p'tite librairie
21.40 Les hors-la-loi de la nature
22.35 Les hors-la-loi de la nature



18.59 Rock'n'rolla
19.10 Le témoin invisible
20.22 Toyland
20.50 Trois jours et une vie
22.45 Blood Father



13.40 Le magazine de la santé
14.35 Drôles de villes pour une rencontre
15.10 Le Costa Rica, côté sauvage
17.45 C dans l'air



19.00 C à vous
19.45 Arte Journal
20.52 Tu mourras moins bête
20.55 La part des anges
22.35 Soigner à tout prix



14.45 Cyclisme : Nokere Koerse
14.45 Cyclisme : Nokere Koerse
17.30 Cyclisme : Nokere Koerse
19.00 Ski alpin : Coupe du monde
20.00 Coupe du monde
21.00 Cyclisme : Nokere Koerse
22.30 Tennis : Tournoi ATP de Dubaï
23.30 Coupe du monde

Sélection



Ciné Premier - 22.55 Contre-enquête

Film policier de Franck Mancuso

→ Capitaine de la crim', Richard Malinowski est confronté à la pire chose de sa vie : le viol et le meurtre de sa propre enfant. Ses collègues retrouvent vite le coupable qui, du fond de sa cellule, lui écrit qu'il est innocent. Tenaillé par le doute, il contre-enquête.

Ciné Premier - 20.50 A couteaux tirés

Film policier de Rian Johnson

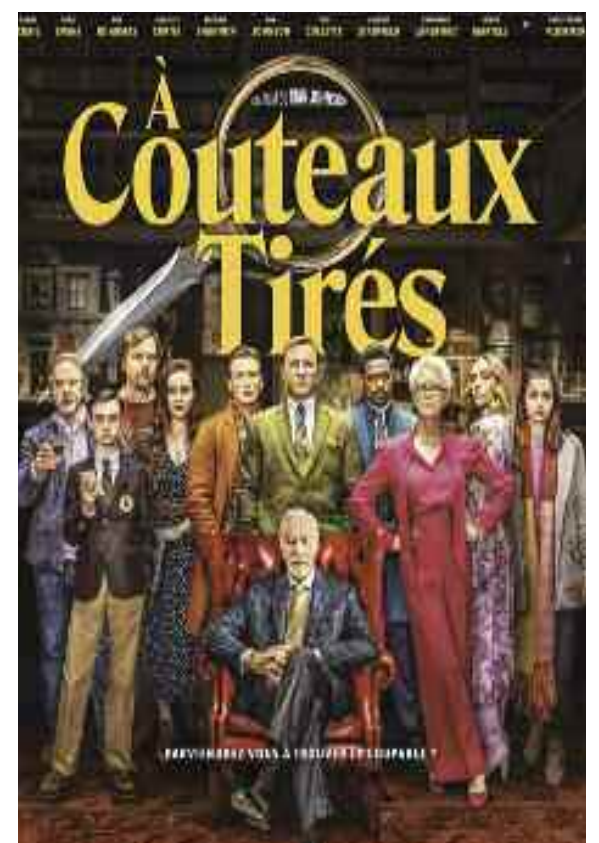
→ Après la mort étrange d'un auteur de romans policiers à succès, tous ses proches sont interrogés par un détective qui les considère comme des suspects.



Ciné Frisson - 20.50 Trois jours et une vie

Drame de Nicolas Boukhrief

→ En 1999, à Olloy, dans les Ardennes belges, un enfant disparaît. Des recherches sont organisées avec la participation de nombreux habitants du village où vivent les parents du petit garçon.



CHANSON KABYLE

DÉCÈS DU CHANTEUR OUKIL AMAR

Le chanteur Oukil Amar, est décédé, dimanche soir chez lui au village Tourghza, dans la commune de Bounouh (Tizi-Ouzou), à l'âge de 89 ans, a annoncé, la direction locale de la culture et des arts sur sa page officielle sur les réseaux sociaux. L'artiste connaîtra le succès dès son premier 45 tours enregistré en 1959 en France, avec la célèbre «chmin di fir vou ourfane», un tube transgénérationnel, qui sera suivi par d'autres tubes qui l'avaient propulsé aux devant de la scène artistique kabyle, à l'instar de «Aman Ouzaghar», «El Ward aleqaq», «lamba yetsraqiqen», «A Taleb Yeghran» et tant d'autres. La Révolution, l'indépendance, l'emblème national et la patrie sont des thèmes introduits subtilement dans ses chansons et notamment dans «chmin di fir vou ourfane», pleine de métaphores, dans un contexte de guerre marqué par la censure. Victime d'un AVC, en 2012, il était devenu aphone, ce qui l'a beaucoup fragilisé. Oukil Amar sera enterré, lundi, dans son village natal Ath Telha (Bounouh), a annoncé la direction locale de la culture.

R. C.

«Nirvana» d'Amine Zaoui

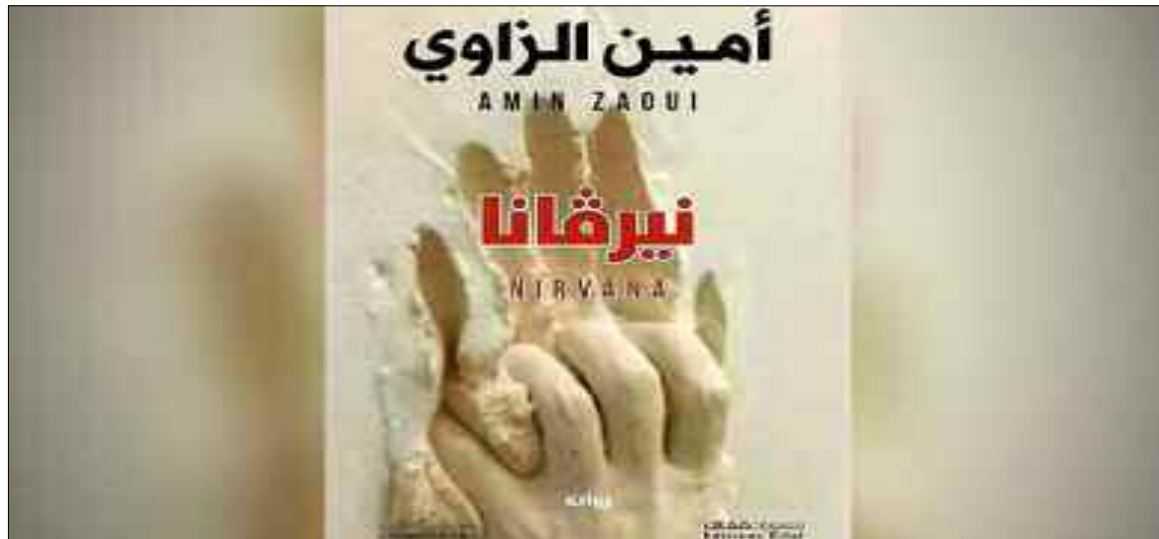
Voyage au cœur de l'histoire

Dans son dernier roman intitulé «Nirvana», l'écrivain Amine Zaoui plonge le lecteur dans l'histoire de l'Algérie depuis l'ère ottomane jusqu'à la période post coloniale, dans une description narrative empreinte de symbolique et inspirée du legs populaire.

Paru aux éditions el Ikhtilaf en Algérie et Dhifaf au Liban, ce roman de 294 pages emmène le lecteur dans des fragments de l'histoire de l'Algérie à travers le parcours d'une famille qui habite le village d'«Arbouz» où l'arrière-grand-père dénommé Amusnaw Axel Arbouz a choisi de s'installer, fuyant la tyrannie et l'injustice des Ottomans qui ont mis à rude épreuve sa tribu et sa famille en les faisant crouler sous le fardeau de l'impôt.

Même après la capture de leurs enfants envoyés comme esclaves au palais de Topkapi, l'arrière-grand-père a refusé que sa sœur «Dihya» soit emprisonnée par des soldats. Il est alors amené à commettre un crime, pour la libérer et vivre en fugitif avant de trouver refuge dans ce village chargé de traditions et de coutumes folkloriques.

Dans son ouvrage, Amine Zaoui évoque la vie sociale, politique et économique des habitants d'Arbouz et d'Amizour en conciliant légende et réalité à travers le personnage principal «Anzar», petit-fils d'Amusnaw qui nous fait plonger dans les premières expériences de ce jeune qui a atteint «le Nirvana» dans le monde des interdits, celui des femmes, du cigare, de l'alcool, du hachich. Dans ce style narratif, le romancier s'est surpassé dans la reconstitution des événements et des



personnages abordant le moindre détail entre les deux villages à travers diverses phases temporelles et de nombreux personnages dont les noms ont des connotations historiques.

L'auteur fait prendre au lecteur le goût à l'excitation et au suspense que procure le déroulement des événements qui l'accrochent pour découvrir le sort de l'oncle «Slimane Ouinas», symbole de la révolution et de l'ouverture ou encore celui de «Farida Aït Othmane», suivant un tissage narratif qui révèle les incompatibilités interpersonnelles entre les personnages qui meublent le texte.

Les airs du roman reflètent, avec un langage sémantique rare, l'impression de la première fois chez «Anzar» dans tout ce qu'il vit comme états de «Nirvana» qui se limitent à une question aux dimensions philosophiques.

Comment la quête de la première fois se transforme en une aventure continue, en vue de rechercher le sens large de la liberté, car la pre-

mière fois est la première fois et il n'y a pas de seconde fois la question se répète à chaque fois et à chaque situation. Les éléments du patrimoine populaire, les traditions folkloriques ayant un lien étroit avec l'environnement local dans le monde rural algérien ont été employés dans le but d'enrichir le texte.

C'est le cas du rapport de la personnalité d'«Anzar» avec l'âne «Azmour» et dont la tombe s'est transformée en un mausolée et en cimetière visité par les gens pour avoir des bénédictions, après que des ouïes-dires laissaient entendre que la tombe est celle du petit-fils du dernier imam et prêcheur de la mosquée de Cordoue avant sa chute. La grand-mère de la personnalité forte a même fait part de sa volonté d'être enterrée après sa mort dans ce mausolée, bien qu'elle savait que le lieu d'inhumation est celui de l'âne Azmour.

Le texte évoque les animaux (l'âne, la chèvre, le cheval, le pigeon, etc.) dans une symbolique parallèle au monde de l'Homme, en vue de

mettre en exergue leur place dans le monde rural algérien et leur rapport avec les phénomènes qui s'y déroulent. Ecrivain bilingue (français et arabe), Amine Zaoui compte parmi les plumes aiguisées du roman algérien qui font honneur aux champs littéraires algériens.

L'écrivain a à son actif plus de trente romans. Des romans traduits dans plusieurs langues, dont le Huitième ciel (2008), la Voie de Satan (2009), la Chambre de la vierge impure (2009), «Hadi Al-Tious» (2012) et Nuzhat al-khâter (2013).

Né en 1956 à Tlemcen, Zaoui a décroché plusieurs prix internationaux, à l'instar du «Bouclier de la culture libanaise» décerné par le ministère libanais de la Culture (2007). Outre ses romans, Amine Zaoui est également producteur et présentateur de plusieurs émissions radiophoniques et télévisées, consacrées au monde de la pensée, de la littérature et de la philosophie, en sus de ses articles parus dans la presse nationale et étrangère.

R. C.

Musée public national du Bardo

Inauguration d'une exposition sur la reine des Touaregs Tin Hinan

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a inauguré dimanche au Musée public national du Bardo (Alger) une exposition dédiée à la reine des Touaregs Tin Hinan.

L'exposition donne un aperçu historique sur les découvertes d'une fouille archéologique franco-américaine, en 1925 dans la localité d'Abalessa (80 km du chef-lieu de la wilaya de Tamanrasset) où avait été mis à jour le squelette de Tin Hinan avec ses bijoux et son mobilier funéraire.

L'exposition porte, également, sur plus de 180 pièces de bijoux traditionnels targuis en argent datant de la fin du XIX^e et début du XX^e siècles, offertes au Musée par un collectionneur français ainsi que des photographies sur Abalessa, son architecture et son environnement et des toiles d'Art plastique mettant en évidence la richesse et la diversité du patrimoine targui.

Outre un habit traditionnel targui en cuir datant de la fin du XIX^e siècle, et des bijoux en or, en argent et en bronze datant



du IV^e et V^e siècles, l'exposition met en lumière les œuvres littéraires et historiques algériennes et internationales traitant de l'histoire de la région et de ses légendes, notamment celles portant sur la légende d'Atlantide, dont certains lient à l'Ahaggar. S'exprimant lors de l'inauguration de l'exposition, le directeur du musée na-

tional du Bardo, Zoheir Harichene, a affirmé que les conditions de préservation du squelette de la reine sont «inexistantes» et que le musée «ne dispose pas encore des techniques modernes nécessaires à une exposition idéale et aux normes mondiales en adéquation avec l'importance de cette collection».

En septembre 2020, le responsable de la communication et de l'animation de cet établissement, Tidjedam Khalifa, avait affirmé à l'APS que la collection muséale de Tin Hinan, composée du squelette, des bijoux et du mobilier funéraire de la reine touareg, serait «de retour au musée public national du Bardo avant la fin de l'année en cours».

Cette collection avait été retirée du musée en 2006 avant le début des travaux de réhabilitation, des travaux qui ont pris fin en 2013.

Le squelette de Tin Hinan remonte au quatrième siècle, tandis que son lieu de sépulture n'a été découvert qu'en 1925, où de bijoux précieux et rares ont été découverts et transportés, par la suite, aux États-Unis pendant 5 ans, avant de revenir en Algérie et d'être exposés à Bardo jusqu'à 2006.

Le nom «Tin Hinan» est dérivé du dialecte «Tamashaq» (le dialecte des Touareg), qui signifie en arabe «monteur de tentes» ou «venant de loin».

R. C.

WAT-CRT

Les joueurs toujours en grève

→ Les autorités de la wilaya de Tlemcen se sont engagées à débloquer «dans les prochains jours» une aide financière au profit du WAT pour dépasser la crise financière secouant ce club de Ligue 1 de football dont les joueurs sont en grève depuis près d'une dizaine de jours, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Cette aide financière, «qui concerne aussi les autres clubs de la wilaya», a été décidée lors d'une réunion ayant regroupé, dimanche, le wali, Amoumen Mermouri, et les dirigeants du WAT, qui étaient accompagnés pour la circonstance par des représentants des supporters «pour étudier la situation régnant au Widad», a précisé la même source.

Au cours de cette rencontre, il a été également évoqué l'apport de l'entreprise ENAGEO, qui avait signé avec le club un contrat de sponsoring en début de saison mais qui n'a débouqué jusque-là qu'une seule tranche, ainsi que celui des industriels et hommes d'affaires de la ville, a-t-on encore indiqué. Le wali a profité de l'occasion pour rassurer la direction de la formation phare de la ville des «Zianides» quant à l'accompagnement du club par les autorités de la wilaya «afin de l'aider à représenter dignement la ville dans la cour des grands», a-t-on poursuivi. Cette démarche devrait permettre aux joueurs d'arrêter la grève



■ Les Widadis en attente d'un règlement de la situation.

(Photo > La NR)

dans les «prochaines heures», eux qui devaient reprendre l'entraînement jeudi dernier avant de faire faux bond pour n'avoir pas perçu leurs arriérés de salaires, rappelle-t-on.

Cette situation avait conduit les dirigeants du WAT à adresser des mises en demeure aux concernés, ainsi qu'à l'entraîneur Djamel Benchadli qui a conditionné son retour à Tlemcen par la régularisation de sa situation financière et celle de ses protégés.

Le WAT, qui a retrouvé l'élite cette saison après sept années passées dans les divisions inférieures, est inactif depuis la fin de la phase aller, il y a de cela près d'un mois. L'équipe renouera avec la compétition le 4 mai prochain par la réception du CS Constantine dans le cadre de la 1^{re} journée de la phase retour.

Les gars de la ville des «Zianides» ont terminé à la 13^e place la première partie du championnat avec 20 points obtenus de 4 victoires et 8 nuls, tout en concédant 7 défaites.

CRT : le président démissionne

Idem pour le CR Témouchent qui risque de déclarer forfait pour son prochain match en championnat de Ligue 2 de football après que les joueurs aient déposé leurs licences au niveau de la direction de la jeunesse et des sports pour attirer l'attention des autorités locales sur leur situation financière, a-t-on appris lundi de ce club de l'Ouest du pays. Cette démarche devrait être suivie par une grève que les joueurs ont décidée d'enclencher cette semaine. Elle coïncide également avec l'annonce par le

président du CRT, Talbi Houari, de sa démission. La démission du patron de la formation phare de la ville d'Aïn Témouchent «est cette fois-ci irrévocable», a indiqué le trésorier du CRT, Bakhti Bouhdjer, imputant cette décision à la situation financière délicate que traverse le club.

La récente rencontre qu'a eue Houari Talbi avec les autorités de la wilaya a précipité son départ après la réponse négative qu'il a reçue de leur part à la demande d'injecter une aide financière supplémentaire dans les comptes du club, a précisé le même responsable.

Bakhti Bouhdjer a fait savoir que la subvention reçue par le club du fond de la wilaya de l'ordre de 10 millions DA, n'a pas suffi pour répondre aux exigences d'un club évoluant dans le deuxième palier. Regrettant le sort réservé à sa formation, «qui a pourtant les moyens humains pour accéder en Ligue 1», il a informé qu'une partie de la subvention en question a servi à payer des dettes antérieures du CRT. A l'issue de la 13^e journée, le «Chabab», qui a accédé cette saison en Ligue 2, occupe la 3^e place au classement du groupe Ouest avec 27 points devancé d'une seule unité par les co-leaders, l'ASM Oran et le MCB Oued Sly. Seul le premier jouera le play-off en fin de saison face aux leaders des deux autres groupes (Centre et Est) avec comme enjeu les deux billets donnant accès à l'élite, rappelle-t-on.

R. S.

MC Alger

Début des travaux du centre de préparation de Zéralda après le Ramadhan

→ Les travaux du Centre de préparation et de formation, sis à Zéralda (Ouest d'Alger) du MC Alger, débuteront après le mois de Ramadhan, suite aux orientations données par le wali d'Alger Youcef Chorfa pour «accélérer la délivrance de toutes les autorisations» relatives à la réalisation de ce projet. «Après une première réunion tenue samedi, une seconde réunion a

eu lieu dimanche au siège de la wilaya d'Alger, présidée par le wali, ayant regroupé des représentants des directions exécutives, le P-DG de Sonatrach, le directeur général de la société GCB, ainsi que le président de la commune de Zéralda, pour essayer de trouver des solutions urgentes à la situation administrative qui va permettre le début des travaux du centre

de MCA après le mois de Ramadhan», a indiqué le «Doyen» sur sa page officielle Facebook. Dans un communiqué publié le 24 novembre 2020, la direction du MC Alger avait regretté le retard accusé dans le début des travaux de construction du Centre de préparation et de formation, tout en indiquant avoir «rencontré de grosses difficultés pour entamer les travaux, malgré le fait qu'elle ait réglé les frais relatifs à l'acquisition de la parcelle de terrain auprès de la direction des biens de l'Etat. Le contrat a même été signé et l'entreprise chargée de réaliser le projet (une des filiales de Sonatrach, ndlr) a été désignée par Sonatrach», actionnaire majoritaire du

club. Le Mouloudia avait régularisé l'acquisition du terrain de Zéralda en juillet 2020, alors que les travaux de réalisation devaient débuter en septembre de la même année, avant qu'ils ne soient freinés par «la réaction des agriculteurs habitant à côté, qui se sont opposés à deux reprises, estimant qu'ils ne seraient pas indemnisés par l'Etat après l'acquisition de ce terrain par le MCA». Le MCA a déboursé 80 milliards de centimes pour acquérir le terrain de Zéralda, d'une superficie de 4 hectares. Le projet devait être réceptionné en août 2021, période coïncidant avec la célébration du centième anniversaire de la création du club algérois. ■

Difaâ Hassani El-Jadidi

Benchkiha veut partir, le club veut le garder

→ L'entraîneur algérien du Difaâ Hassani El-Jadidi Abdelhak Benchkiha, a exprimé dimanche soir son envie de quitter la barre technique, à l'issue de la défaite concédée en déplacement face au RS Berkane (2-0), dans le cadre de la 13^e journée du championnat marocain de football de première division «Botola». «J'ai échoué à trouver des solutions à cette mauvaise situation. Je sens que je ne suis pas à la hauteur de la confiance placée en moi par la direction. Je vais démissionner dans l'intérêt général de l'équipe», a indiqué Benchkiha aux médias, à l'issue de la rencontre. Incapable de remporter le moindre match lors des sept dernières journées de la compétition, le Difaâ Hassani El-Jadidi pointe à la 14^e place au classement avec 11 points, en compagnie de Renaissance club Zemamra et le Rapide Club Oued Zem.

«Je vais rencontrer le président, et lui en parler en toute franchise, même

s'il a souvent refusé mon départ», a-t-il ajouté. Dans un communiqué publié lundi sur sa page officielle Facebook, le DHJ a décidé de renouveler sa confiance à l'ancien sélectionneur national (2010-2011). «Suite aux déclarations faites par Benchkiha, relatives à son intention de quitter le club, la direction tient aux services de cet entraîneur qui a toujours exercé son métier avec amour et dévouement. Nous traversons un passage à vide, qui demande la création d'un climat de confiance entre le staff technique et les joueurs pour sortir de cette mauvaise passe dans les plus brefs délais. Nous comprenons la crainte des supporters par rapport à cette situation, nous leur promettons que l'équipe saura relever le défi», a indiqué le club.

Benchkiha (57 ans) avait rejoint le DHJ en octobre 2020, après avoir résilié son contrat avec l'autre club marocain le MC Oujda. ■

Farès :

«Je me suis amélioré sur le plan technique et tactique»

→ Le latéral gauche algérien de la Lazio Rome, Mohamed Farès, a affirmé s'être amélioré sur le double plan technique et tactique depuis son arrivée dans le club de la capitale italienne durant l'été dernier.

«Sur quel point je me suis amélioré depuis mon arrivée ? Sans doute je dirai sur l'aspect technique et tactique. Puis physiquement, je me sens très bien. Pour cette raison, j'espère aider l'équipe du mieux que je peux», a déclaré Farès au site officiel de la Lazio.

Interrogé par ailleurs sur son abstinence face aux buts, le joueur algérien de 25 ans estime «pouvoir faire

plus». Et d'ajouter : «A La Spal (son ancien club, ndlr), j'ai trouvé le chemin des filets plus fréquemment et je veux faire la même chose avec la Lazio». Farès est annoncé comme titulaire sur le flanc gauche de la Lazio lundi soir lors de la réception de l'AC Milan pour le compte de la 33^e journée de Serie A dans une rencontre importante pour la course à la Ligue des champions.

«Ce sera une rencontre difficile, lors de laquelle on devra lutter jusqu'à la fin pour les premières places (du classement). On donnera tout pour gagner et remporter un succès qui serait important», a-t-il conclu. ■

EN DEUX MOTS

Fédération algérienne de handball : L'AGE

«bis» jeudi à Alger

L'assemblée générale électorale «bis» de la Fédération algérienne de handball, se tiendra jeudi (11h) à l'ENS/STS de Dely Brahim (Alger), a annoncé lundi la commission de candidatures de la FAHB.

Les résultats de l'AGE de la FAHB, tenue le 12 avril dernier, avaient été invalidés par la Commission nationale de suivi de renouvellement des instances sportives nationales suite aux recours formulés par des membres de l'Assemblée générale, dont Mustapha Douballah et Tahar Alliouï, sur «la nécessité de l'application de la formule retenue par les membres de l'AGE, relative à la détention de 50%+1» des voix pour être élu président.

Aussi, la commission nationale a constaté que Naïm Bouguera a pris part aux travaux de l'AGE «en qualité de membre du bureau exécutif sortant alors que ce dernier ne possède pas cette qualité qu'il a perdue depuis 2017».

Rappelons que le président sortant de la FAHB, Habib Labane, avait été reconduit à la tête de l'instance fédérale en récoltant 50 voix des 99 exprimées, contre 33 pour le président de la Ligue de Béjaïa, Tahar Alliouï et 16 en faveur de la liste du patron de la JSE Skikda, Yassine Aliout.



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar.

Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.

Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef :

Radia Zerrouki Directeur commercial : **Ouahid Kouba**. Composition PAO La Nouvelle République Impression Alger : SIMPRAL

Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages Oran : SIO. Constantine : SIE. Diffusion centre : SEDICOM. Ouest : SPDO. Est : El Khabar. Sud : Trag diffusion Publicité : La Nouvelle République, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail : lnr98redaction@yahoo.fr/E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.

Conception : Studio Baylaucq, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40. Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct
MC Alger

Début des travaux du centre de Zéralda après le Ramadan

le match à suivre football
CRB

Djerrar et Souibaâh traduits devant le conseil de discipline

Difaâ Hassani El-Jadidi

Benchkiha veut partir, le club veut le garder

Le président de la Fédération guinéenne de football ne briguera pas un 2^e mandat

→ **Le président sortant de la Fédération guinéenne de football, Mamadou Antonio Souaré, a annoncé lundi qu'il renonce à briguer un second mandat. Pour les spécialistes de la balle ronde, ce retrait n'est que le fruit d'un travail remarquablement mené par la FIFA, pour que l'actuel président se retire de la course au second mandat des élections pour la présidence de la Feguifoot programmées le 14 mai.**

Dans son communiqué, une phrase retient toute l'attention des experts et des médias, en l'occurrence, «je ne souhaite pas être associé d'une quelconque manière au blocage de notre sport-roi». La suite est facile à décortiquer : «Cette décision, je ne l'ignore pas, n'est pas forcément partagée par tous, mais dans un souci de rapprochement et de rassemblement, à l'heure où le devoir d'unité et d'exemplarité nous incombe, à nous dirigeants, elle reste la meilleure option pour moi. J'ai consacré tout mon temps, mon énergie et mes ressources personnelles au développement du football de mon pays et du continent, je ne souhaite pas être associé d'une quelconque manière au blocage de notre sport-roi», s'est justifié le dirigeant à travers un communiqué. «Soucieux de préserver les intérêts supérieurs du football guinéen, j'ai donc décidé d'opérer ce retrait qui doit être compris comme une volonté de réorienter mes actions vers d'autres secteurs de développement du football et du sport en général».

Un scénario «masqué»

«Le scénario digne des grands films a été utilisé pour venir à bout d'un président d'une fédération pour laquelle il n'a cessé de donner toute son énergie. Les dirigeants ont été surpris par son retrait et des commentaires fleurissent à tous les niveaux de la sphère sportive.

Une question semble faire le tour de nombreuses fédérations : «Quel rôle joue la FIFA dans le choix des hommes à la tête des fé-



■ Mamadou Antonio Souaré «sommé» de remettre le ballon à son successeur. (Photo > D.R.)

dérations africaines ?» Une question qui s'est installée depuis la 43^e AG électorale organisée au Maroc, où tout donne l'impression que la FIFA veut contrôler le football africain. Selon la presse locale, «ce recul fait suite à une réunion avec le chef de l'Etat, Alpha Condé, en présence, par visioconférence, de la secrétaire générale de la FIFA, Fatma Samoura. Durant cette entrevue, la Sénégalaise aurait expliqué que si Souaré est réélu, la Guinée risquait d'être sanctionnée en vertu des textes de la Feguifoot qui stipulent que tout candidat à la présidence «ne doit pas avoir été jugé coupable de violation du code d'éthique de la FGF, de la CAF ou de la FIFA durant les cinq ans précédant sa candidature». Une manière habile pour la FIFA de mettre

la pression tout en se lavant les mains puisqu'elle renvoie aux textes de la Fédération guinéenne...

Coupable de violations au code d'éthique de la FIFA ?

Selon un confrère d'un journal africain, Souaré avait été considéré coupable de violations au code d'éthique de la FIFA par la commission d'éthique de l'instance dirigeante du ballon rond au mois de mars. Sauf que le Tribunal Arbitral du Sport avait ensuite tranché en faveur du Guinéen en l'autorisant notamment à se présenter pour un poste au sein du comité exécutif de la Confédération africaine de football. Et de rappeler que pas plus tard que le 18 avril, la Feguifoot affirmait d'ailleurs dans un

communiqué que «le président Antonio Souaré est bel et bien éligible à la présidence de la Feguifoot. (...) En ce qui concerne la sentence de la Commission d'éthique de la FIFA, il est question d'un accord de fin de poursuite, qui précise que 'Monsieur Antonio Souaré n'est pas interdit d'activités liées au football et qu'il peut continuer ses fonctions à la FIFA, à la CAF et à la Feguifoot', soulignait l'instance. L'incroyable scénario devient répétitif, tel celui des stratégies qui prennent des couleurs des grandes compétitions où toute fédération a tout intérêt à redoubler de vigilance, puisque comme le font remarquer les médias, les pressions exercées par la FIFA auront fini par convaincre Souaré de se retirer au nom de l'intérêt de la nation. Seul candidat en lice, l'ancien secrétaire général du club de l'AS Kaloum, Aboubacar Touré, devrait donc lui succéder en étant élu président par acclamations dans 3 semaines...

Ce qu'il faut savoir

«Il n'est mentionné nulle part dans le courrier de la FIFA, que la candidature du président sortant de la Feguifoot n'est pas valable. Il s'agit tout simplement d'une mauvaise interprétation du contenu de la correspondance, par ceux qui cherchent coûte que coûte la tête du président Antonio, dont le seul crime est de permettre au football guinéen de sortir de l'ornière. En ce qui concerne la sentence de la Commission d'éthique de la FIFA, il est question d'un accord de fin de poursuite, qui précise que Monsieur Antonio Souaré n'est pas interdit d'activités liées au football et qu'il peut continuer ses fonctions à la FIFA, à la CAF et à la Feguifoot.

Sans oublier que le TAS a blanchi le numéro 1 du football guinéen au mois de mars dernier, en le déclarant éligible au Comité exécutif de la CAF. Ce qui indique de facto, qu'il peut continuer à présider aux destinées du football guinéen.

En définitive, le président Antonio Souaré est bel et bien éligible à la présidence de la Fédération guinéenne de football. Sans nul doute, il sera reconduit dans ses fonctions le 14 mai prochain, lors de l'assemblée générale ordinaire et électorale de la Feguifoot».

H. Hichem

A voir

- RMC Sport 1 : Paris-SG - Manchester City à 20h
- BeIN Sports 1 : Salon VIP Inside à 20h

La Der
CRB : Djerrar et Souibaâh traduits devant le conseil de discipline

Les deux sociétaires du CR Belouizdad, l'attaquant Mohamed Amine Souibaâh et le milieu de terrain Adel Djerrar, ont été traduits lundi devant le conseil de discipline, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué.

«Les deux joueurs ont été auditionnés par le conseil de discipline, en présence du directeur sportif Hocine Yahy, qui a repris ses fonctions après s'être rétabli du Covid-19. Djerrar a été traduit en raison de ses déclarations sur les réseaux sociaux, alors que Souibaâh a été convo-

qué pour n'avoir pas respecté les décisions de la direction du club», a expliqué le Chabab sur sa page officielle Facebook. Si Souibaâh a été écarté momentanément du groupe, Djerrar, de retour après une longue période d'indisponibilité pour cause de blessure, a pris part au match de l'équipe réserve, dimanche à domicile face à la JS Saoura (1-1), dans le cadre de la mise à jour du championnat, inscrivant le but égalisateur en fin de match (85'). Pour rappel, la direction du CRB avait déjà frappé d'une main de fer sur le plan disciplinaire, en ré-

siliant début avril le contrat du défenseur central Anès Saâd, pour notamment ses absences non autorisées. Arrivé au Chabab durant l'intersaison pour un contrat de trois saisons en provenance de l'USM Bel-Abbès, Anès Saâd (25 ans) n'a pas joué la moindre minute. Outre ses blessures à répétition, le natif de Sidi Bel-Abbès a brillé surtout par ses écarts disciplinaires qui lui ont valu d'être traduit devant le conseil de discipline. Ce dernier lui avait infligé en janvier dernier deux mois de ponction salariale.